lutte ouvrière

Pour que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier

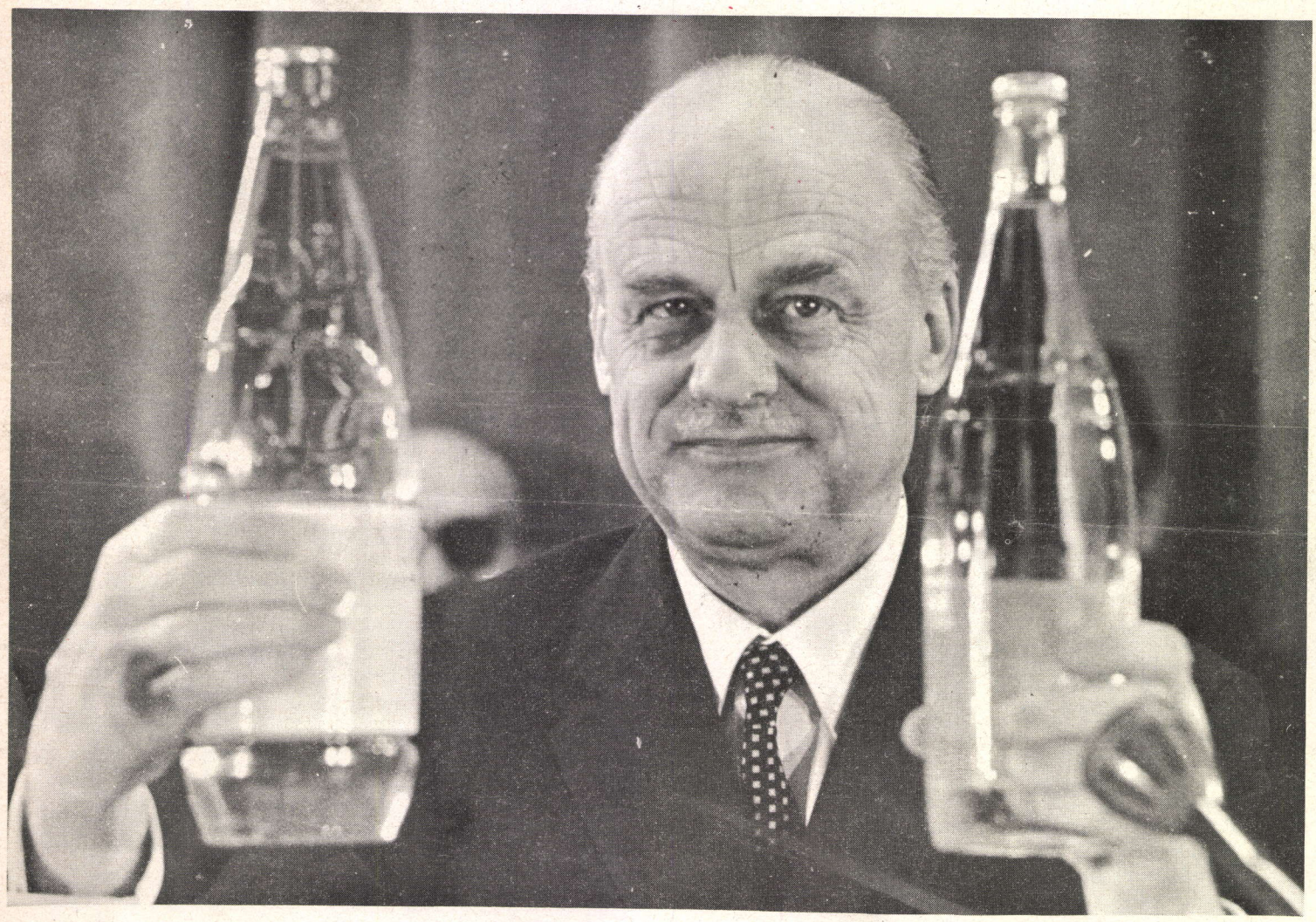
HEBDOMADAIRE
paraît le mercredi
22 JANVIER 1969

N° 27
1 F

A propos du match BSN - St-Gobain

UNE « OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT » REVOLUTIONNAIRE

page 7



Tous les pots n'ont donc pas été cassés en mai ! (U.P.I.)

● La succession du général et la candidature Pompidou *p. 7*

● ***Palestine :*** Une solution est-elle possible ? *p. 3*

● Les problèmes du personnel de l'Assistance Publique ? *p. 9*

lutte ouvrière et **rouge**
organisent en commun
un grand meeting public

vendredi 31 janvier/20h30
grande salle de la mutualité
24 rue saint-victor/paris 5

sur le thème :

construire le parti révolution/naire

venez nombreux...

Suicide de Jan Palach à Prague :

UN SYMPTOME

ALORS même que le Comité central du P.C. tchécoslovaque venait de commencer sa session plénière, un jeune étudiant tentait de se suicider par le feu en plein centre de Prague pour protester contre la politique de démission des dirigeants tchécoslovaques à l'égard de l'occupant russe.

Il n'est pas possible de considérer cette tentative de suicide comme un geste isolé dépourvu de toute signification collective. Et ceci, pas seulement parce qu'il apparaît que Jan Palach faisait partie d'un groupe de volontaires décidés, le cas échéant, à réitérer l'acte de leur camarade.

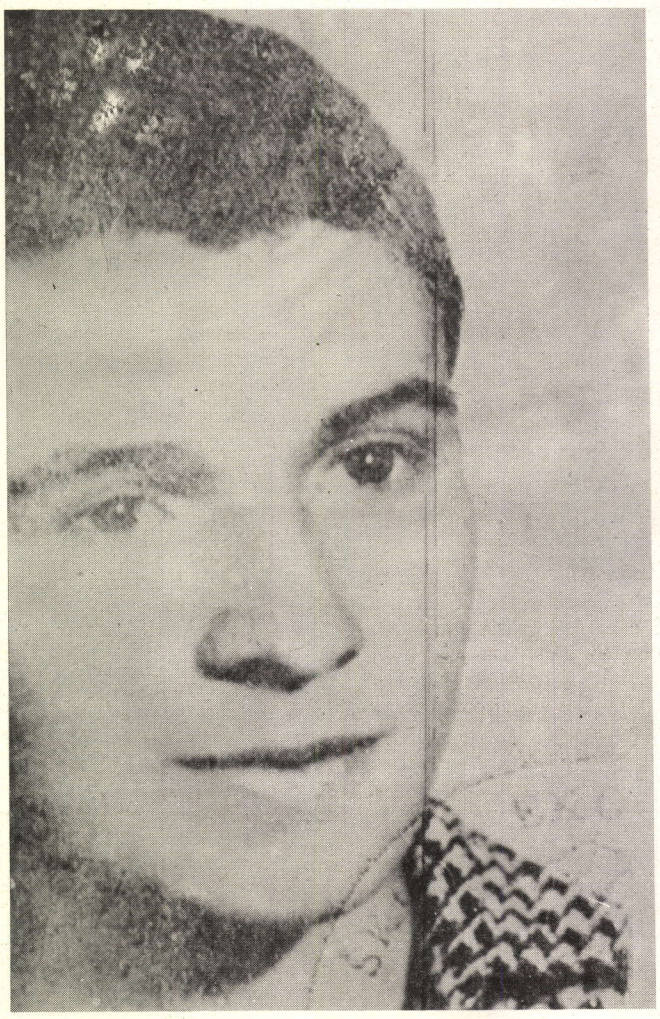
Ce geste est un symptôme, un signe. Le symptôme du désarroi de toute une partie de la jeunesse tchécoslovaque qui, trahie par les dirigeants en qui elle avait mis une confiance excessive, voit ses espoirs de libéralisation et d'émancipation nationale sombrer au fil des semaines qui s'écoulent. Le signe qu'il existe au sein de cette jeunesse une catégorie qui, faute de voir d'autres solutions est décidée à choisir ce geste aussi dramatique qu'inefficace plutôt que de se taire et d'accepter.

Le communiqué des étudiants de la faculté de philosophie à laquelle appartenait Jan Palach a accusé à juste raison les dirigeants soviétiques d'avoir été les responsables de cette nouvelle victime de leur agression du 21 août. Il a accusé à juste raison la « direction de la Tchécoslovaquie » d'avoir « au nom d'un prétendu réalisme, entraîné le peuple tchécoslovaque dans cette situation par la petitesse de sa politique et la trahison des idéaux qui avaient été proclamés ».

Le geste de Jan Palach est inutile, car il ne peut d'aucune façon changer le rapport des forces entre le peuple tchécoslovaque et les occupants soviétiques, et il serait vain de croire les bureaucrates russes sensibles à ce type de pression morale. C'est le geste du désespoir et non de l'efficacité. Mais si une partie de la jeunesse en est arrivée là, c'est précisément parce que Dubcek, Smrkrovsky et Cie ont accepté de livrer leur peuple sans combat et sans résistance aux occupants, et eux seuls bénéficiaient d'un capital de confiance pour pouvoir le faire.

« Nous craignons que dans ces circonstances l'espoir de trouver à l'avenir un langage commun avec cette direction s'évanouisse définitivement » écrivent les étudiants tchécoslovaques. De fait, les membres du gouvernement ont beau exprimer après la tentative de suicide de l'étudiant pragois leur « profonde émotion » et leur « compréhension devant les craintes de la jeunesse », ils ne peuvent plus combler le fossé qui s'élargit entre eux et ceux qui, au mois d'août, furent leurs principaux et leurs plus actifs soutiens.

La perte des illusions de la jeunesse en une direction qu'elle croyait digne de représenter ses aspirations, peut se traduire par d'autres actes de désespoir. Mais il n'est pas à exclure qu'une partie au moins de cette jeunesse, refusant d'admettre que toutes les voies sont bouchées, cherche et trouve le chemin vers la seule classe qui peut détruire l'appareil d'état des «collaborateurs» et réaliser la véritable démocratie socialiste à laquelle plus ou moins confusément, aspiraient tant de jeunes Tchécoslovaques. Or si la classe ouvrière tchèque comme l'ensemble de la population, a sans doute été démoralisée, elle n'a pas été vaincue. Elle a montré d'ailleurs au cours des semaines écoulées — agitation dans certaines usines, refus d'imprimer des textes ouvertement pro-russes, etc. — qu'elle n'a pas perdu toute capacité de résister. Et c'est dans la jonction possible entre les meilleurs éléments de la jeunesse estudiantine et la classe ouvrière que réside la plus grande menace contre les occupants russes et contre les dirigeants tchèques qui, de fait, acceptent de les cautionner.



JAN PALACH (UPI)

En Pologne

La répression continue

LA répression se poursuit en Pologne. Après avoir condamné à trois ans et demi de prison Kuron et Modzelewsky pour avoir « pris part à un mouvement qui visait à fomenter des démonstrations publiques contre l'Etat », le régime policier de Gomulka est en train de procéder à une nouvelle parodie de procès contre quatre jeunes étudiants : Adam Michnik, Barbara Torunszik, Henrik Szlajfer et Victor Gorecki. Il leur est reproché, comme à Kuron et Modzelewsky, d'avoir participé aux manifestations étudiantes du printemps dernier, d'avoir appartenu à un mouvement illégal » et d'avoir « subi l'influence de Trotsky et de Djilas ».

Le policier Gomulka, en qui certains ont cru voir en 1956 le représentant d'un « communisme » plus démocratique et dont le régime apparaît aujourd'hui comme un des plus honnis de tous les pays de l'Est, a beau frapper cependant. La première condamnation de Kuron et de Modzelewsky en 1965 ne les avait pas découragés, cela ne les avait pas empêchés de poursuivre leur activité militante, et cela n'a pas dissuadé d'autres jeunes de suivre leur exemple.

Le but pour lequel luttent ces jeunes est — et là, l'acte d'accusation a parfaitement raison — « en contradition flagrante avec les intérêts de l'Etat polonais ». Ils luttent pour la disparition de cet Etat et pour un véritable socialisme. Ils sont en cela assurés de la solidarité des révolutionnaires de tous les pays.

Téhéran :

15 et 10 ans de réclusion pour les militants anti-impérialistes

DES peines de trois à quinze ans de réclusion ont été prononcées contre les quatorze intellectuels iraniens accusés d'activités subversives et d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat.

Ces universitaires qui, pour certains, avaient poursuivi ensemble leurs études et qui, pour douze d'entre eux, avaient déjà été en prison ensemble, se voyaient accusés de se rencontrer pour « complot contre l'Etat ».

Parmi les pièces à conviction, quelques armes découvertes chez les accusés et des livres politiques traitant du Vietnam, de la révolution chinoise, de l'anarchisme.

Etant donnée la campagne menée par le Comité de défense des prisonniers politiques en Iran et la confédération des étudiants iraniens, le tribunal militaire n'a pas osé requérir la peine de mort qu'autorisait la législation militaire et se limitait à des peines de réclusion.

M. BIDJAN DJAZANI, 29 ans, directeur d'une société de distribution cinématographique, considéré comme le chef de groupe, a été condamné à 15 ans de réclusion ; sept autres à dix ans ; les six autres sur lesquels pesaient les charges les moins lourdes des peines de 3 ans à 8 ans.

Le régime anti-démocratique et policier iranien, malgré sa répression sauvage, malgré ses soi-disant réformes et malgré toute sa campagne démagogique à l'échelle mondiale (conférence des droits de l'homme à Téhéran) ne peut pas empêcher l'extension de la lutte du peuple iranien pour sa libération ; il se démasque de plus en plus en recouvrant à la terreur et à la répression.

Ce régime mis en place par les puissances impérialistes se maintient par l'armée et la police politique contre la volonté du peuple.

Ce régime assure le pillage et la domination multiforme de l'impérialisme :

— domination économique : pillage de toutes les ressources économiques (pétrole, mines, etc.) ;

— domination militaire : 6.000 conseillers américains dans l'armée, des centaines dans la SAVAK (police), plusieurs bases militaires U.S., pactes militaires impérialistes ;

— domination politique : le régime du Shah est l'un des agents les plus importants de la politique impérialiste au Moyen-Orient

— domination culturelle : main-mise de l'impérialisme U.S. sur l'éducation nationale.

Plus de 90 % de la population vit dans la misère ; le revenu annuel par tête d'habitant est de 150 dollars

L'analphabétisme est de 82 % ; le taux de mortalité est l'un des plus élevés dans le monde.

Ce régime policier sert une minorité d'individus qui ont des intérêts liés aux intérêts des impérialistes. Le Shah d'Iran est un valet à la solde de l'impérialisme U.S. Ce régime anti-démocratique et antipopulaire bénéficie en plus du soutien politique, économique et militaire de certains pays socialistes (dont l'Union Soviétique).

Le peuple iranien, la jeunesse en particulier, lutte contre la domination des impérialistes et l'instrument de cette domination : le régime du Shah.

Chaque année des centaines de militants et étudiants anti-impérialistes sont emprisonnés ou exécutés.

Il ne faut pas que leur lutte soit ignorée et étouffée par la conspiration du silence. Il faut que leur exemple soit connu. Il faut que la voix des prisons et des bagnes se fasse entendre pour que les tyrans ne puissent opprimer impunément en se parant du masque de la démocratie.

PALESTINE : une solution est-elle possible ?

L'HEBDOMADAIRE « Jeune Afrique » a publié le texte transmis par l'Union Soviétique le 22 décembre dernier aux chefs d'Etat des U.S.A., de France et de Grande-Bretagne à propos de la situation au Moyen-Orient.
Ce texte se présente sous la forme d'un mémorandum destiné à apporter un règlement par étapes à la situation actuelle en Palestine, d'une part par le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés, de l'autre par la reconnaissance d'Israël par les Etats arabes. Ce plan, selon ses auteurs, devrait conduire à une normalisation de la situation dans la région et donc à la paix.

Soldats israéliensfouillant le village jordanien de Karamah (UPI)

Mais la seule chose qu'oublie l'Union soviétique dans tout cela est l'existence des Arabes de Palestine dont la partie la plus décidée a pris les armes depuis juin 1967.

Car il ne s'agit pas seulement, comme l'indique le mémorandum, de trouver « une juste solution aux problèmes des réfugiés ». Il s'agit de savoir si les 600 ou 800.000 Arabes palestiniens, chassés depuis vingt ans de leur territoire et parqués dans des camps, ont le droit de retrouver un jour ou l'autre le sol qu'ils ont dû quitter par la force en 1948 pour laisser la place à un million d'Israéliens.

De cela le texte soviétique ne souffle mot. Mais toute solution qui reviendrait à maintenir le statu quo, instauré au début 1949 dans la région après la victoire d'Israël sur les pays arabes, ne réglerait rien puisque qu'elle passerait sous silence la principale revendication des Arabes palestiniens : le droit de retour dans leurs foyers.

C'est là une des données de base de ce problème.

L'autre donnée est l'existence d'une nation hébraïque en Palestine. Car une des particularités de la colonisation sioniste a été non d'exploiter le travail des Arabes palestiniens mais de les expulser. En remplaçant la population arabe par une population juive, d'origine diverse, qui s'est rapidement différenciée en classes sociales, en exploiteurs et exploités, en paysans, ouvriers et capitalistes, le sionisme a finalement créé en Palestine une nation hébraïque qui possède ses propres caractéristiques nationales (langue, traditions, culture, etc.).

Cette nation est née en grande partie de la spoliation des Arabes palestiniens. L'actuel Etat d'Israël n'a pu en effet se constituer qu'en condamnant à la mort lente de l'exil des centaines de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants, de vieillards. Et la faute en incombe entièrement aux leaders du mouvement sioniste et de l'Agence Juive qui, dès les débuts du mouvement, recherchèrent (et trouvèrent) l'appui de l'impérialisme anglais pour s'imposer à la population autochtone. De par leur politique, chaque Juif qui, avant-guerre, fuyait les camps de la mort nazi, chaque immigrant qui, après guerre, forçait le blocus anglais pour venir s'établir dans cette terre qu'il croyait promise, apparaissait comme un envahisseur en puissance aux paysans arabes, aux fellahs. Car si les propriétaires fonciers arabes vendaient leurs meilleures terres aux sionistes, en ignorant délibérément ce qu'il adviendrait de leurs paysans, les sionistes ne se préoccupaient pas plus de leur sort. Et si chaque nouveau kibboutz, chaque nouvelle irrigation, chaque campagne de bonification du sol remplissait de joie et de fierté la communauté juive de Palestine, chacun de ses succès laissaient présager pour le fellah arabe la faim et le chômage.

Les dirigeants sionistes ne se soucièrent jamais du peuple arabe de Palestine. Bien mieux, pour les réactionnaires d'entre eux (qu'on appelait « les sionistes révisionnistes ») la création d'un Etat de tous les Juifs, but avoué du sionisme, demanderait, tôt ou tard, l'expulsion de toutes les populations arabes « de l'Euphrate à la Mer Rouge ».

Et ce slogan, qui apparut longtemps comme le fait d'une démagogie nationaliste démentielle, est en passe de devenir peu à peu, la réalité. Mais à quel prix ? Par certains aspects, l'Etat d'Israël est particulièrement rétrograde. La toute puissance du clergé en son sein (l'état civil n'existe pas et ce sont les prêtres qui sont seuls habilités à célébrer les mariages), son caractère ouvertement raciste (jusqu'à une date récente aucun Arabe ne pouvait adhérer à un syndicat et la plupart des partis politiques leurs étaient interdits) classent l'Etat d'Israël comme un des plus réactionnaires du monde.

D'autre part, le soutien que cet Etat a apporté à la France, lors de la guerre d'Algérie, aux U.S.A., dans leur lutte contre le peuple du Vietnam, sa participation à l'attaque des impérialistes franco-anglais contre l'Egypte en 1956 l'ont fait considérer, à juste titre, par les peuples de la région comme l'agent direct de l'impérialisme, en quelques sortes le « flic » chargé des intérêts impérialistes.

Mais tout ce développement était inscrit dans la logique qui fut celle du mouvement sioniste depuis le début du siècle : servir de rempart « occidental » à la « barbarie asiatique », selon ses propres termes. Qu'ont gagné les Juifs d'Israël et d'ailleurs dans tout cela ?

Aujourd'hui, les Arabes palestiniens ont pris les armes, et les révolutionnaires ne peuvent que les soutenir. Car le retour en Palestine de ceux qui en furent les habitants depuis des siècles est un droit élémentaire pour ces deux millions d'hommes. Les Palestiniens réclament aussi le droit à leur Etat national et là aussi il s'agit d'un droit élémentaire que doivent soutenir les révolutionnaires.

Mais l'existence d'un Etat palestinien porterait-il obligatoirement atteinte aux droits nationaux de la population juive de Palestine ? Tout dépend bien sûr de la forme que prendra cet Etat.

Dans une déclaration de son Comité Central datée du 1er janvier 1969 « El Fath » « proclame solennellement que l'objectif final de sa lutte est la restauration de l'Etat palestinien indépendant et démocratique, dont tous les citoyens, quelle que soit leur confession jouiront de droits égaux ».

D'autre part, dans une interview accordée à un journaliste du « Nouvel Observateur » (6-12 janvier), un dirigeant du « Fath » affirme : « Nous ne refusons pas la terre de Palestine aux Juifs comme les sionistes l'ont fait avec nous... Je souhaite de tout mon cœur que, dans un avenir proche, des frères juifs attachés, comme nous à la terre de Palestine, viennent grossir les rangs d'El Fath. »

Si l'objectif que se fixe le « Fath » est un pas en avant considérable par rapport aux déclarations programmatiques racistes d'un Choukeiri, il reste malgré tout muet sur un des aspects essentiels du problème : la reconnaissance de droits nationaux aux Juifs, droits qu'on ne peut assimiler à la liberté religieuse. Car dans une région où la lutte entre nationalistes s'est exacerbée à un tel point, il est difficile de concevoir un Etat démocratique palestinien qui ne revête une forme fédérale, bi-nationale.

La création d'un tel Etat bi-national ne signifie pas nécessairement un partage territorial de la Palestine entre Juifs et Arabes. Une telle solution que certains considèrent comme la plus « réaliste » serait sans doute la moins viable économiquement, la Palestine étant un pays pauvre.

Mais un Etat bi-national pourrait aussi prendre la forme d'une Palestine unie et démocratique au sein de laquelle chaque nationalité palestinienne, la juive et l'arabe, jouirait de droits égaux. L'armée, la police, les tribunaux seraient composés d'un nombre égal de Juifs et d'Arabes, quelle que soit l'évolution démographique ultérieure de chaque groupe. L'Arabe et l'Hébreu pourraient devenir les deux langues officielles de la Palestine et, l'une et l'autre, serait enseignées dans les écoles.

Un tel Etat ne résoudrait pas tous les problèmes. Loin de là. Mais il permettrait aux deux nationalités non seulement de coexister pacifiquement mais, de plus, collaborer ensemble à l'élaboration d'une Palestine prospère.

Le principal obstacle à la réalisation d'une telle solution reste l'Etat d'Israël. Les combattants palestiniens ont fait un certain nombre de pas pour se rapprocher de la population juive.

A l'inverse, les sionistes, y compris ceux de gauche, refusent de discuter de toute solution qui remettrait en question la forme sioniste, c'est-à-dire raciste, de l'Etat juif.

Et c'est là où le bât blesse. Tant qu'Israël demeurera identique à lui-même, c'est-à-dire religieux, raciste et pro-impérialiste (toutes choses engendrées par la politique sioniste), il ne sera possible à aucun combattant palestinien de le considérer autrement que comme un ennemi mortel.

C'est pourquoi, au Moyen Orient, le combat pour le socialisme passe par le soutien actif aux combattants palestiniens, d'une part, et, parallèlement, par la lutte pour la désionisation de l'Etat d'Israël.

FRANCO 1969 : un régime qui s'effrite

APRES trente ans de dictature, la répression franquiste continue son œuvre en Espagne. Il n'est guère de semaine où l'on n'apprenne l'arrestation d'ouvriers, d'étudiants, d'intellectuels qui ont osé exprimer leur opposition au régime. La torture est toujours pratique courante dans les geôles de Franco. En ce moment même, un militant nationaliste basque risque la peine de mort si le tribunal parvient à lui mettre sur le dos l'assassinat d'un officier de police.

Mais cette répression est aussi la preuve que le peuple espagnol n'a jamais accepté de baisser la tête devant le dictateur. Et plus les arrestations se multiplient, plus l'opposition se manifeste au grand jour. Ainsi les « commissions ouvrières » ont acquis un certain droit de cité, et l'agitation étudiante se poursuit en dépit de la répression policière.

Depuis quelques semaines maintenant, à Madrid, à Oviedo, des femmes de détenus politiques ont décidé d'occuper des églises : elles protestent contre les conditions de vie infligées aux prisonniers et réclament pour eux le statut « politique » — que le gouvernement refuse toujours de respecter quel que soit le motif de la détention. Elles ont également fait une grève de la faim pour appuyer leur action. Elles ont aussi trouvé le soutien d'une partie du clergé.

Parallèlement à ces occupations, le barreau de Madrid, dans une assemblée extraordinaire a envoyé une pétition au gouvernement, réclamant la reconnaissance du statut « politique » pour les prisonniers, et surtout le droit pour eux de pouvoir communiquer directement avec leur avocat, sans passer par la censure.

De leur côté, un millier d'intellectuels espagnols ont réclamé publiquement qu'une enquête soit ouverte sur les tortures dont les ouvriers et les étudiants arrêtés sont victimes.

Certes, Franco est toujours bien en place, et il en faudra sans doute davantage pour renverser ce régime. Pourtant le fait que des couches de plus en plus larges de la population puissent ouvertement critiquer les décisions gouvernementales est un signe d'affaiblissement de cette dictature. Et il est encore plus important que parmi les opposants se trouvent des gens appartenant aux couches sur lesquelles Franco comptait pour maintenir son pouvoir : l'église surtout, et aussi la justice (bien qu'il ne s'agisse ici que des avocats).

Ceux, qui hier encore, chantaient les louanges du dictateur, aujourd'hui le contestent. Et ceux qui, depuis trente ans, n'osent dire leur haine du régime commencent à s'exprimer de nouveau. C'est qu'en Espagne aujourd'hui, non seulement la classe ouvrière, les paysans, aspirent à un changement, mais également toute une partie de la bourgeoisie ; et ce mécontentement se traduit naturellement dans toute l'Intelligentsia du pays.

Mais si l'opposition s'exprime aussi aujourd'hui par la bouche des écrivains, des artistes, des avocats et même des prêtres, le sort de l'Espagne repose entre les mains de la classe ouvrière, et elle seule.

Dans les lycées

La journée du 17 Janvier

● Au lycée d'Etat d'Aubervilliers (Seine-Maritime)

IL avait été décidé par le collectif parisien des CAL qu'on essaierait en fin de semaine de tenir des meetings dans le plus grand nombre de lycées, entre autres pour se solidariser avec les militants des CAL, exclus à Bordeaux, et au Lycée Chaptal à Paris.

Pour sa part, le CAL du Lycée d'Aubervilliers avait décidé d'organiser pour le vendredi 17 janvier, un meeting de protestation contre la répression le midi, et une assemblée-débat le soir, sur le sujet : « La liaison dans la lutte lycéens-travailleurs ». En même temps on annonçait pour le lycée technique, où le directeur réactionnaire impose sa petite dictature personnelle, la création d'un CAET, alors qu'il n'existait là ni UNCAL ni rien du tout. Le tract commun CAL-CAET fut diffusé le mercredi.

Le vendredi matin les J.C. d'un côté et l'UNCAL de l'autre sentant qu'ils se devaient de réagir sortirent chacun un tract. Le tract UNCAL était insipide, mais le tract J.C. attaquait « les pseudo-révolutionnaires » du CAL et les accusait de salir leur beau lycée en mettant des inscriptions sur l'asphalte de la cour, et même plus, les J.C. reprochaient les attaques du CAL contre le directeur réactionnaire du lycée technique, qui, selon eux, n'était pas si méchant que ça. Le vendredi midi, les U.J.P. à leur tour diffusaient un tract s'attaquant en bloc aux CAL et UNCAL, et appelant à défendre de Gaulle et Edgar Faure. Le meeting du midi réunit aux alentours de 60 lycéens. Les membres du CAL dénoncèrent la répression qui s'abattait sur ses militants dans les autres lycées, ainsi que l'interdiction de la pièce de Gatti sur Franco, et lurent la lettre du militant exclu de Chaptal. A la fin le CAL présenta une motion pour protester contre les condamnations des jeunes travailleurs de Bordeaux devant la Cour de Sûreté de l'Etat. Un des J.C. voulut interrompre le cours du meeting mais son objection fut écartée.

Le soir à 17 h. 30 devant une assistance un peu plus nombreuse eut lieu l'assemblée-débat. Le CAL avait invité un militant ouvrier, membre du CAR (comité d'Action Révolutionnaire) d'Aubervilliers. Celui-ci expliqua la situation actuelle de la classe ouvrière après mai, le rôle démobilisateur des organisations traditionnelles (P.C., C.G.T., C.F.D.T. et F.O.), et le travail des militants révolutionnaires au sein des entreprises. Enfin il expliqua comment les lycéens pouvaient se lier aux travailleurs en allant apprendre d'eux, d'abord, et ensuite en essayant de leur transmettre les idées socialistes. Le débat fut animé, on posa des questions sur : qu'est-ce que défendre les idées révolutionnaires ? Par quoi remplacer le capitalisme ? Pourquoi parler des staliniens en parlant du P.C.F. ? N'y avait-il pas risque d'abus de confiance en allant aux travailleurs, etc. ? L'assemblée se termina vers 19 h.

Dans la salle étaient présents des membres du CAL du Lycée de Drancy, les membres du CAET du lycée Technique, des travailleurs d'usines de la Courneuve. On remarquait également la participation d'un grand nombre de jeunes de 14 et 15 ans, ce qui est réconfortant pour l'avenir. Le CAL quant à lui va continuer son travail de diffusion des idées révolutionnaires dont la journée du 17 janvier n'était qu'une étape.

● Grève de la faim au lycée de Belfort

DU lundi 16 décembre au soir au vendredi 20, les internes et les demi-pensionnaires du lycée ont fait une grève de la faim, respectée à 90 % dans l'ordre et le calme, répondant par le sourire aux provocations de l'administration.

Nous avons voulu protester sur deux points : d'abord contre la mauvaise foi et la brutalité de certains membres de l'administration, tels que le surveillant général et le proviseur. Après avoir régné sur son fief pendant un quart de siècle en monarque absolu, le surveillant général est contraint aujourd'hui de se contenter de l'obéissance de ses compagnons de misère : les poissons rouges de son bureau. Il n'a pas cependant oublié totalement le temps de la féodalité et n'a pu se résoudre à abandonner ses arguments frappants. Ainsi, à chacun de ses raids dans les dortoirs, trouve-t-il prétexte à appliquer la loi du talion (et ô combien à son avantage !) qu'on sourit à son passage, qu'on le regarde et cela mérite une gifle car c'est le l'insolence caractérisée.

Et le proviseur — candidat U.D.R. malchanceux — de rabacher : « Les institutions ne valent que ce que valent les hommes », donc ici bien peu de choses.

Mais surtout nous avons voulu montrer à Edgar Faure que nous n'étions pas des moutons prêts à brouter tous les décrets de sa pseudo-réforme, qui, comme beaucoup de nos camarades l'ont enfin compris, n'est que la consécration du conservatisme et de l'hypocrisie participationniste.

« Participez aux conseils de classe ! » et par derrière, un décret co-signé par son ami Marcellin nous l'interdit : « les conseils de classe se tiendront hors de la présence des élèves ».

« Participez aux conseils d'administration ! » et au lieu du tiers promis en juin, il nous offre 1/9e des sièges (à cause de la clause hypocrite des lycées et C.E.S. annexés).

Et si nous ne participons pas, ce sera tant pis pour nous, comme le dit Edgar. Nous ne regrettons qu'une erreur, c'est celle de n'avoir pas su informer la population, ni par affiches, ni par tracts, ni par lettre ouverte à Edgar Faure à publier dans les journaux.

Cher Monsieur Edgar Faure, nous préférons participer à des grèves plutôt qu'à une fumisterie démago-répressive. Vous ne tromperez pas les élèves du lycée.

Joyeuse année à notre ministre bien aimé.

Salut aux camarades étudiants et ouvriers.

C.A.L. de Belfort.

● L'action du CAL au lycée de Chatenay (Hauts-de-Seine)

LE lycée de Châtenay n'a jamais été tellement à la tête du combat. Les lycéens y ont bien sûr manifesté au mois de mai, et fait des commissions jusqu'en juin. Mais le C.A.L., bien que soutenu par une grande partie des élèves, n'était formé que d'une vingtaine de lycéens apparaissant de temps en temps pour une grève (comme pour la journée des C.A.L. du 13 novembre, pendant laquelle plus de la moitié des élèves du second cycle furent en grève) ou un meeting.

Le vendredi 17 janvier, le C.A.L. distribua un tract appelant à un meeting contre la répression à 10 heures dans le hall. Quelques professeurs et surveillants avaient, de leur côté, distribué un tract dans le même sens aux membres du corps enseignant.

Mais le meeting fut saboté par un groupe d'« apolitiques » se réclamant du M.L.R. (Mouvement Lycéen pour la Réforme) criant « Répression ! Répression ! » en réponse aux slogans du C.A.L., contre la répression. Le C.A.L. fit des appels à la démocratie, mais jusqu'à 10 h 30, heure de la dispersion, les apolitiques réussirent à saboter. Le C.A.L. appela alors les lycéens à se réunir à midi dans une salle pour discuter des moyens de lutte contre la répression. A cette réunion, plus de cent lycéens s'entassèrent pour entendre les militants du C.A.L. Quelques « apolitiques », moins fiers à présent, tentèrent de s'expliquer, mais furent vite ridiculisés. Après une heure de discussion, les lycéens décidèrent, en se séparant, de se retrouver le lundi suivant à la même heure.

Ainsi, le C.A.L. de Châtenay s'est renforcé par sa première action de l'année. Et le soutien qu'il a trouvé, chez les lycéens comme chez les professeurs, montre bien que, dans les lycées, la lutte n'est pas terminée.

● Au lycée Turgot (Paris)

DANS le cadre de la journée d'action organisée par le Bureau National des CAL, un meeting, suivi d'une projection de films, a eu lieu le vendredi 17 janvier au lycée Turgot.

A l'appel du CAL, près de 400 lycéens se regroupèrent, à 17 h, dans la salle de réunions à l'intérieur du lycée. Vigier et Kahn, secrétaire du SNE-Sup, devaient dénoncer l'accentuation de la répression, mettant en relief le scandaleux procès des jeunes travailleurs bordelais et l'attitude de l'administration, aussi bien à Chaptal qu'au lycée de Vernon.

Succès incontestable du CAL donc, et déconfiture de ceux, UNCAL compris, qui misaient sur l'échec de la réunion. De plus, les quelques gaullistes du M.L.R. qui avaient juré que le meeting n'aurait pas lieu en ont été pour leur frais.

Peu d'incidents à signaler, le Conseil d'administration ayant décidé d'autoriser le meeting et la projection. Signalons quand même une altercation : chargé de filtrer les « éléments extérieurs » au lycée, un professeur exerçait sa mission avec un zèle déplacé. Rien d'étonnant quand on sait que ce même personnage a eu maille à partir avec la justice à la Libération, pour fait de collaboration. Un lycéen l'a interpellé en ces termes : « Abstenez-vous de vous mettre en évidence. Vous avez un passé. Vous êtes de ceux qui ont contribué à envoyer des gens en camps de concentration ».

Pris à partie par les lycéens présents et ne pouvant nier les faits, connus de tous, cet individu n'eut qu'une ressource : disparaître, dès que les circonstances le lui permirent.

Quant aux flics « présents à tout hasard », ils n'ont pas eu l'occasion d'intervenir massivement. Mais sans doute déçus par cette inaction ils ont procédé, tout à fait gratuitement, à des vérifications d'identité, avec la délicatesse qui caractérise ces Messieurs.

Adresser toute correspondance à

Michel RODINSON
INITIATIVE SOCIALISTE
54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - PARIS-6e

ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :

Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

On nous demande d'insérer cette publicité :
DISQUE 33 TOURS, 30 cm
n° PBV 1 002

- **ALAIN KRIVINE - fin août 68**
- **COMITES D'ACTION LYCEENS**
- **REDACTION DE « ROUGE »**
- **OPTION LIBERTAIRE**
- **PAUL VIRILIO, MOUVEMENT ANOMISTE**

INTERVIEWS-INFORMATION
1968-1969 : PERSPECTIVES DES LUTTES REVOLUTIONNAIRES
Interviews réalisés à Paris - d'août à décembre 1968 par Jean-Pierre PREVOST et Mireille BOUILLE au « 201, Boulevard Saint-Germain, Paris-7 »

La Collection « Interviews-Information » se propose d'aborder, par enregistrements sonores, les différents mouvements de l'histoire contemporaine

Prix 12 francs — Règlement par : chèque bancaire, chèque postal ou mandat libellé au nom de Mireille BOUILLE
Galerie Claude Givaudan, 201 bd Saint-Germain, Paris-7

Les mercenaires à Nanterre

Lundi 13 janvier, Nanterre a pu faire connaissance avec une nouvelle forme d'intervention policière. Beaujeu, le doyen par intérim, vient en effet d'enrôler des mercenaires pour assurer la participation universitaire.

Par groupes de trois ou quatre, ils déambulent ou stationnent dans le hall, jeunes et hommes d'âge mûr, en veston et cravate, mains derrière le dos. Ils sont 80, comme le dit tout de suite le slogan écrit sur les murs « Dehors les 80 flics ! ».

D'où viennent-ils ? D'après les conversations : des chômeurs, des anciens d'Indochine et d'Algérie, des apprentis inspecteurs ayant loupé leur examen et en stage à Nanterre...

Le 16 décembre, sur instructions du recteur, des appariteurs vérifiaient les cartes des étudiants

(AFP)

Ils viennent d'être recrutés, ils ne portent pas la blouse bleue des appariteurs mais arborent eux aussi l'écusson de l'Université, ils sont par contre bien mieux payés, ils gagnent plus qu'un assistant, à ce que certains d'entre eux affirment.

Ils semblent un peu perdus dans la fac, des groupes de discussion se sont formés autour d'eux, ces tentatives de « dialogue » ne sont guère appréciées de leurs chefs qui viennent les tirer par la manche.

La première tâche civique de ces mercenaires consiste à assurer le bon déroulement des élections. Il s'agit, en effet, d'après un communiqué du doyen : « de constituer, au sein de chaque U.E.R. (unité d'enseignement et de recherche), des commissions non seulement chargées de préparer les statuts des U.E.R. et d'élire des délégués qui auront à élaborer les statuts de la future Université de Nanterre, mais pouvant aussi désigner des représentants à un conseil de gestion paritaire de la Faculté appelé à fonctionner dans un très bref délai.

Le premier problème pour le doyen avant de discuter « statuts » et « réformes » c'est d'assurer le bon ordre dans la fac, le reste ce n'est que bavardages pour occuper les réformistes. En cas de boycott ou de fortes abstentions, le quorum a été fixé à 60 % des inscrits. « Si ce quorum n'est pas atteint, poursuit le doyen, la loi prévoit que « le nombre des sièges attribués (aux étudiants) est fixé en proportion du nombre des votants par rapport à ce chiffre », autrement dit, dans un tel cas, la représentation des étudiants se trouverait affaiblie ».

Comme quoi la loi prévoit une participation-bidon coûte que coûte. Et le doyen conclut « la liberté d'information, d'expression et de vote sera effectivement garantie, non seulement par la commission de contrôle dont je viens de parler, mais par des huissiers du rectorat, dépendant exclusivement des autorités universitaires, et chargés sous ma responsabilité, d'assurer la protection des personnes, des libertés et des biens publics. Ils ont dès maintenant pour mission de faire obstacle aux actes de violence ou de sabotage, semblables à ceux qui, encore récemment se sont produits à la faculté. Nous avons tous le devoir, notamment en période électorale, de nous opposer à toute manœuvre d'intimidation d'où qu'elle vienne. C'est un devoir devant lequel, pour ma part, je ne me déroberai pas ».

Les mercenaires ne se sont effectivement pas dérobés à leur devoir et mardi l'un d'eux est intervenu à la suite de la mise à feu d'une affiche réactionnaire et finit par sortir un couteau, dans le meilleur style James Dean. Il fut d'ailleurs photographié, puis désarmé par les étudiants et le couteau porté au doyen. Celui-ci déclara alors l'incident « regrettable ».

A chacun ses responsabilités. Une fois de plus le doyen et le gouvernement démontrent que l'« ordre », leur ordre, celui des exploiteurs et des flics, ne peut tenir qu'avec l'aide de tueurs à la petite semaine, prêts à jouer du couteau ou à tirer au revolver pour quelques billets de mille et engagés aujourd'hui par les pseudo-libéraux à la Edgar Faure et à la Beaujeu comme « huissiers » de l'Université.

Il faut signaler par ailleurs la note répugnante parue dans l'Humanité, faisant mine de ne pas trop savoir de quel côté se trouvait le couteau.

Ainsi ce ne sont ni sur les « libéraux », ni sur les staliniens que les étudiants peuvent compter pour défendre les libertés démocratiques dont ils se sont emparés. Ils bénéficient de la sympathie de nombreux ouvriers et du soutien des ouvriers révolutionnaires. S'ils réagissent, comme ils l'on fait jusqu'à présent, le doyen et le gouvernement devront à nouveau reculer et rendre la pègre qu'ils alimentent un peu moins voyante.

BORDEAUX :

Etudiants et lycéens en lutte pour la réintégration de deux de leurs camarades

DEPUIS plus d'un mois et demi une agitation plus ou moins importante règne dans la plupart des lycées de Bordeaux, et les récentes bagarres et manifestations n'en sont que le prolongement le plus spectaculaire.

Les divers mouvements de « contestation » chez les lycéens étaient jusqu'ici, cantonnés à peu près seulement, au lycée Michel Montaigne **et au** lycée Magendie, **où les C.A.L. s'étaient dès la rentrée développés assez vigoureusement. Le mérite de la répression aura été d'élargir le champ de l'agitation, de donner aux C.A.L. l'occasion de se renforcer en effectifs et en expérience.**

Le point de départ des récents « troubles », est l'exclusion de deux militantes du C.A.L. de Magendie, prononcée à la veille immédiate des vacances de Noël par le Conseil de discipline.

L'administration pensait ainsi parer à toute agitation.

Contrairement à son attente, la rentrée a vu une riposte importante des lycéens et des étudiants à ces exclusions.

Le jeudi 9 janvier, les C.A.L. appellent à un meeting de protestation à la Fac de lettres, où une action doit être décidée. Le doyen de la Fac refuse de leur accorder l'amphithéâtre. Les lycéens et les étudiants le prendront donc en forçant quelques serrures. Environ 600 lycéens et étudiants assisteront dès lors au meeting. L'atmosphère est assez chaude. Il reste quelque chose du souffle de mai. Les lycéens sont là, en très grande majorité, et pas décidés du tout à laisser la répression s'installer chez eux sans répondre.

Un représentant du C.A.L. de Montaigne fera le point de la lutte et, au bout d'une heure de discussion animée, sa proposition d'organiser une manifestation de rue à l'issue du meeting est accueillie par des acclamations enthousiastes.

En fait, la première tentative de former un cortège est brisée par des flics présents en nombre aux portes de la Fac. Les slogans de mai ressortent tout seuls à la vue des uniformes. Un premier regroupement se fait alors place Pey-Berland, trois camarades ayant été appréhendés. Une manifestation s'en suivra, jusqu'au Lycée Magendie.

Nouvelle charge des C.R.S. à Magendie. Retour sur le centre de la ville où, assez rapidement, on appellera à la dispersion.

Le lendemain, 10, c'est la lecture du quotidien local « Sud-Ouest », qui publie un compte rendu ordurier de la manifestation, qui va ressouder les lycéens et les étudiants. Des affiches apparaissent partout. On diffuse des tracts. On vend la presse révolutionnaire dans les couloirs des facs et aux portes de tous les lycées. A 17 h, meeting à la Fac des lettres.

Les étudiants et les lycéens décident de voter la grève générale et de se consacrer à une large campagne d'explication pour rallier les lycées non touchés et les étudiants. Toujours autant de décision et de combativité. On appelle à préparer des piquets de grève et à constituer des groupes d'intervention dans les amphis.

Le 11, plusieurs cours n'auront pas lieu. La section de philosophie est déjà fermée. Un professeur réactionnaire d'histoire quitte sa salle. Bagarre avec des fascistes au Lycée Montesquieu, les flics y arrêtent dix camarades. Bagarre aussi en Fac de droit. D'autre lycées rejoignent la grève comme Commandant-Arnould. Partout, on signe des motions, C.E.T. compris.

Mais le mouvement a du mal à trouver de nouvelles forces, à s'approfondir. Une poignée de camarades, seulement, tentera de manifester, ce soir-là.

A l'heure où nous écrivons, nos camarades n'ont toujours pas été réintégrées. Chacun attend et observe. On a l'impression qu'il n'en faudrait pas beaucoup pour que ça reparte. Cela peut faire réfléchir l'administration. Les lycéens ont marqué le coup. Mais tous attendent la suite. Rien n'est réglé.

Alors que la lutte contre la répression soudait les lycéens et étudiants révolutionnaires bordelais de toutes tendances, un petit groupe de militants maoïstes n'a rien trouvé de mieux que de publier un tract insultant qui affirme que « deux dangers principaux » menacent le mouvement : « L'anarchisme et le trotskysme. »

On ne peut que regretter l'attitude sectaire de ces camarades. Pour notre part, nous avons toujours été partisans de la plus grande liberté de critique, qui est justement une des conditions indispensables à l'unité révolutionnaire. Mais il est paradoxal que dans une lutte contre la répression, des camarades affirment soudain que le « danger principal » se trouve justement parmi ceux qui sont à l'avant-garde de cette lutte.

C'est là une attitude absolument irresponsable que tous les révolutionnaires (trotskystes, anarchistes, maoïstes ou autres) se doivent de condamner et de bannir de leurs rangs.

Le voyage de Couve dans le nord

La reconversion qui s'impose C'EST CELLE DU RÉGIME

Couve en tournée (A.F.P.)

LE premier ministre de la 5e République est allé visiter les départements du Nord et du Pas-de-Calais. Le mois prochain il doit se rendre à Nantes et Saint-Nazaire. Dans les déclarations qu'il a faites à la radio il s'est montré satisfait de son voyage. Il a pu constater qu'effectivement il y avait des problèmes dans le Nord.

Des problèmes il y en a partout. Mais M. Couve de Murville feint de les découvrir. Il s'est fait recevoir par les notables du Nord qui n'ont pas manqué de lui présenter leurs doléances. Le gros problème qui se pose particulièrement dans la région du Nord est, paraît-il, celui de la reconversion.

Le Nord pays minier, pays textile, pays agricole, était une région où l'activité économique était très intense. Mais on a trouvé d'autres sources d'énergie que le charbon, le textile évolue de plus en plus vers la chimie et les produits de synthèse, quant à l'agriculture, son rôle dépérit de plus en plus et s'oriente vers l'industrialisation. La science, la technique éliminent de plus en plus les anciennes formes de production et, par voie de conséquence, les bras des ouvriers. Une société équilibrée devrait se réjouir de n'avoir plus à envoyer des hommes trimer au fond des puits de mine ou se courber 10 et 11 heures par jour dans les champs sous le soleil, sous la pluie et dans le vent pour assurer le pain, voire le sucre et l'alcool.

Mais les bienfaits de la science ne rapportent qu'aux maîtres de la production, les capitalistes. Pour les travailleurs, cela se traduit par le chômage. Et ce chômage pose à son tour des problèmes aux autorités locales.

Comment vivront ceux qui occupaient un emploi disparu. La seule solution pour tous ces messieurs, serait de créer des emplois nouveaux. Car pour eux, il est impensable que des travailleurs puissent tirer leurs ressources, leur droit de vivre d'autre chose que de 48 heures d'un dur labeur. Et ce ne sont pas les syndicats qui ouvriront des perspectives nouvelles, au contraire, en la matière ils ne voient ni plus haut ni plus loin que les Maires et Préfets.

A défaut de pouvoir résoudre le problème ainsi posé le chef du gouvernement est venu assurer les autorités locales de sa compréhension, écouter leurs doléances, leur promettre vaguement une aide de l'Etat mais leur demander surtout de se débrouiller eux-mêmes : « Rien ne pourra se faire que par vous », leur a-t-il déclaré.

Les doléances des autorités locales sont nombreuses mais elles tournent toutes autour du même problème : reconvertir les industries pour créer des emplois nouveaux.

Si M. Couve de Murville a assuré les autorités locales de « la ferme volonté du gouvernement de mener une politique vigoureuse de soutien au Nord », il n'a pas dit comment. Par contre il a bien précisé qu'il faudrait de moins en moins compter sur l'aide de l'Etat pour soutenir des industries périmées et ayant cessé d'être rentables. Pour le charbon notamment la production devra être réduite de moitié d'ici à 1975.

Pour ne pas tomber dans le déclin, leur a dit M. Couve de Murville, il faut accepter, fussent-elles sévères, les réalités du monde moderne.

Quel aveu d'impuissance du porte-parole du capitalisme français. Le monde moderne, selon lui, avec sa science, sa technique, nous impose une réalité sévère, l'austérité sous peine de déclin. Le monde moderne a heureusement d'autres perspectives beaucoup plus séduisantes. Il ne s'agit pas de créer coûte que coûte des emplois nouveaux pour justifier le salaire des travailleurs et procurer des profits aux industriels. Il s'agit de répartir équitablement le travail encore nécessaire et qui n'est pas encore remplacé par la machine, entre tous en abaissant la durée du travail.

Le problème de la région du Nord comme celui de toutes les autres régions c'est celui de l'organisation de la production en fonction des besoins de consommation des hommes, et non en fonction des bénéfices des sociétés industrielles et commerciales. Mais ce problème ce n'est pas M. Couve de Murville qui le résoudra. Représentant d'un Etat capitaliste son rôle se borne à venir dispenser des paroles d'apaisements aux uns et des menaces voilées aux autres pour tenter de maintenir une relative paix sociale et dans la mesure où il rencontre trop d'incompréhension, de disposer d'une police assez forte pour briser les résistances.

M. Couve de Murville a encore de nombreuses régions à visiter mais la solution des problèmes est dans la capacité des travailleurs à rejeter par l'action les invitations à la soumission devant un monde moderne qui n'est hostile que parce qu'il demeure capitaliste.

LE LANGAGE VÉRITABLE DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DU GENERAL

ON a souvent lieu de s'étonner de la politique extérieure de de Gaulle. Alors qu'en toute circonstance, il ne mène, en fait, qu'une seule politique avec un style qui lui est propre : défendre les intérêts les plus sordides de la bourgeoisie française sur le marché mondial. Certains se croient obligés d'applaudir à ce que le P.C.F. et l'U.R.S.S. appellent les « aspects positifs » de la politique extérieure... du pouvoir des monopoles, et à ce que les dirigeants nationalistes du Tiers-Monde prennent pour un soutien à la libération des peuples opprimés.

Comme si la politique de survie d'un impérialisme décadent pouvait avoir des aspects positifs ! Comme si l'impérialisme français pouvait penser autre chose que marchés à défendre ou à conquérir !

Si les envolées oratoires et les déclarations fracassantes de de Gaulle peuvent faire illusion, le style des exécuteurs de basses œuvres des capitalistes français est bien plus franc. Le langage des membres de l'appareil d'Etat s'adressant à ceux qui appliquent dans les faits la politique gaulliste est quant à lui dégagé de toutes enjolivures. Hier c'était l'Algérie, aujourd'hui ce sont les Antilles, Djibouti, la Réunion, il n'y a pas longtemps c'était l'intervention au Gabon et, tout récemment, la vente philantropique d'armes au Biafra et l'intervention au Tchad.

Voici la lettre-message en date du 4 décembre, que le ministère des Armées fit afficher dans une base aérienne :

« Au moment où les moyens de renforcement envoyés au Tchad, fin août, sont rapatriés sur la métropole, je tiens à exprimer ma satisfaction pour le travail accompli au Tibesti sous votre commandement. Cadres et troupes ont déployé une activité inlassable, leur efficacité a permis de redresser une situation à l'origine très délicate. Je vous prie donc de transmettre mes félicitations aux Officiers, Sous-Officiers et Hommes du rang ayant pris part aux opérations qu'ils appartiennent aux forces françaises du Tchad ou aux éléments venus en renforcement.

Signé : FOURQUET »

CHERCHONS CHERCHEURS

LE bilan de l'opération « Espoir » lancée du 14 au 18 décembre pour trouver de quoi payer plusieurs centaines, affirmait-on crânement, de nouveaux chercheurs qui se consacreraient à la lutte contre le cancer, a été établi : 24 millions (2 milliards 400 millions d'anciens francs) ont été collectés, attestant que l'appel au bon cœur est encore payant en France.

Outre le scandale que représente le fait que la lutte contre le cancer soit laissée à la mendicité publique alors que les dépenses de l'Etat sont de multiples fois plus élevées pour la force de frappe, entretenir la police, l'armée et subventionner les patrons, etc., nous avions dénoncé dans ce journal l'escroquerie qui consistait à ramasser de l'argent pour payer pendant un an 800 nouveaux chercheurs... qui n'existent pas en France, car pour avoir des chercheurs, il ne faut pas seulement avoir de quoi les payer pendant un an, il faut les avoir, c'est-à-dire les avoir formés, et cela demande de cinq à dix ans... avec une bonne politique et des moyens universitaires suffisants. Ce qui n'est pas le cas en France.

La confirmation vient d'en être donnée par la publication de la répartition des fonds, répartition faite par un comité de gestion composé, entre autres, des cancérologues et des experts les plus éminents de France.

Ce qui est significatif, c'est le fait que ce qui a été récolté pour payer 800 chercheurs pendant un an... servira à payer 600 bourses sur trois ans (100 en 1969, 200 en 1970, 300 en 1971), aux chercheurs qui existent déjà. Actuellement, 69 boursiers seulement ont été désignés.

Ces chiffres soulignent suffisamment l'indigence de la recherche dans le domaine de la santé publique, due d'ailleurs à l'insuffisance dans le domaine des sciences fondamentales.

Indigence qui est le résultat d'une longue politique d'abandon des intérêts de l'Université au profit de la « force de frappe ».

Voilà qui éclaire aussi, si besoin en était encore sur les procédés du gouvernement. Ses larmes de crocodile sont peut-être « payantes », mais surement pas rentables pour la recherche scientifique.

DES SPÉCULATEURS DESINTÉRESSÉS

« L'USINE NOUVELLE », reprenant le numéro de janvier de la revue « Patronat Français », apporte d'intéressants éclaircissements sur le problème de la spéculation.
Mais attention ! Il y a spéculation et spéculation...

D'une part, « la vraie spéculation consiste à acheter des devises étrangères uniquement en vue d'un bénéfice de change moralement et économiquement condamnable, bien que parfaitement légal ». (Notons au passage cette légalité en contradiction avec la morale.)

D'autre part, la spéculation en quelque sorte involontaire des entreprises qui, pour commercer avec l'étranger, étaient obligées de se procurer des marks afin de payer leurs fournisseurs méfiants vis-à-vis du franc.

« Ce fait, et non la recherche d'un gain, *a obligé nos importateurs à se couvrir contre un risque qui n'existait pas auparavant ! »*

Pauvres dirigeants d'entreprises, eux qui avaient cru bien faire ! On les calomnie. Tant il est vrai que dans cette société la moralité n'est jamais récompensée.

Eh bien ! puisque de toutes façons on s'obstine à leur prêter de mauvaises intentions, il y a fort à parier qu'accusés « à tort » cette fois-ci, ils spéculeront doublement à la prochaine occasion.

La succession du Général et la candidature de Pompidou

LA campagne pour les futures présidentielles n'est pas encore officiellement ouverte, puisque le septennat actuel ne doit officiellement s'achever qu'en 1972, mais elle vient pourtant de connaître son coup d'envoi officieux avec la déclaration à Rome de l'ancien Premier ministre Georges Pompidou : « Ce n'est, je crois, un mystère pour personne que je serai candidat à une élection à la présidence de la République lorsqu'il y en aura une. Mais je ne suis pas du tout pressé. »

Pompidou, à Rome, sort de sa réserve

(UPI)

Propos public tenu à l'occasion d'un voyage privé mais dont il ne nie pas lui-même le caractère officiel, cette déclaration faite dans le ton de la confidence débonnaire chère à l'ancien premier ministre, prend toute sa signification quand on sait que Pompidou a longuement rencontré de Gaulle le 9 janvier et qu'il le reverra à son retour. C'est sur son conseil qu'il entreprend cette série de voyages et prend personnellement contact avec les chefs d'Etat étrangers. Campagne personnalisée, discrète dans sa préparation mais à la publicité soigneusement étudiée, il s'agit moins d'une rentrée politique que de la mise en application d'un projet visant à assurer la succession de de Gaulle.

Le gaullisme a plus de dix ans et il se fait vieux comme le général. Certes, il a traversé avec succès les événements de mai et la crise monétaire de l'automne, mais à chaque fois la situation ne fut redressée qu'in extrémis et il fallu pour cela que le chef de l'Etat jetât toute son autorité et tout son crédit dans la balance. Ni la constitution faite sur mesure pour asseoir les pouvoirs du président de la République au détriment de ceux du Parlement, ni la loi électorale chargée de débarrasser la Chambre de l'opposition nombreuse et systématique des élus du P.C.F., n'ont mis à l'abri le régime contre les explosions venues de la rue et il a suffi de quelques milliers d'étudiants tenant tête aux C.R.S. pour que le pays connaisse une des plus graves crises sociales et politiques de son histoire.

Cela ne peut manquer de poser en termes impérieux pour la bourgeoisie le problème de la succession de de Gaulle. Les faits ont prouvé à l'envie que les institutions ne suffisaient pas. Spécialiste des situations critiques et du sauvetage-miracle, de Gaulle en tant qu'individu, en temps qu'homme politique et homme public, fut chaque fois nécessaire. Et la bourgeoisie n'a pas dans son personnel politique d'homme susceptible de jouer actuellement le même rôle.

Car le caractère bonapartiste du régime tient moins à la Constitution qu'à la personnalité politique de son chef. N'est pas Bonaparte qui veut et la popularité d'un homme politique ne tient pas à des passages calculés sur le petit écran ou à des voyages personnalisés à l'étranger, elle est liée à son passé politique, à ses actes comme à ses paroles, à la confiance qu'il a su gagner aux illusions qu'il a su entretenir ou même susciter. De Gaulle, c'est l'homme du 18 juin, c'est l'homme de la libération, c'est lui qui choisit en 44 Thorez et la participation des communistes au gouvernement plutôt que de partager avec les U.S.A. une partie des profits de la bourgeoisie française, c'est lui encore que les insurgés d'Alger appelèrent de leur vœux pour qu'il gardât l'Algérie française, c'est lui qui par la bouche de Debré, nous appela à aller « à pied, à cheval ou en voiture » sur les aérodromes au-devant des parachutistes révoltés, lors du putsch des généraux à Alger, en avril 1961, c'est lui enfin qui, au mois de mai, mobilisa toute la pègre gaulliste contre la « subversion totalitaire ». Ainsi ce « grand résistant », fort d'une auréole que le P.C.F. contribua en son temps, à fourbir, fut-il capable de s'appuyer tour à tour sur la « gauche » comme sur l'extrême-droite pour mieux les berner et les manœuvrer. Un tel passé politique est évidemment exceptionnel et la bourgeoisie le sait bien, et de Gaulle le sait mieux que personne. En concentrant les pouvoirs entre ses mains il a aussi concentré sur sa personne la sympathie des uns et la colère des autres. C'est la faiblesse de tout pouvoir bonapartiste. Et la bourgeoisie réalisa brutalement en mai dernier que dix ans de pouvoir personnel n'avaient pas résolu les problèmes, le gaullisme n'avait fait que les recouvrir quand il ne louvoyait pas entre.

La tâche de celui qui succédera à de Gaulle en sera considérablement alourdie. Les problèmes, il ne pourra pas non plus les résoudre, tout au plus, pourra-t-il tenter, comme de Gaulle, de les différer. Mais même pour cela, il lui faudrait cet ascendant et ce culot énorme qui autorisent toutes les acrobaties et toutes les manœuvres, ascendant et culot tirés d'une réserve de confiance populaire gagnée à l'esbrouffe mais gagnée pour toute une vie. De toutes les personnalités gaullistes qui entourent le chef de l'Etat, Pompidou est peut-être la plus connue, mais on voit tout de suite qu'elle est loin de faire le poids.

En tant que grand serviteur de la bourgeoisie, de Gaulle sait qu'il a pour ultime devoir d'assurer sa propre succession et d'utiliser le crédit qu'il garde encore auprès de certaines couches de la population, pour parrainer un éventuel dauphin.

En désignant Pompidou comme son successeur, en patronnant lui-même sa campagne électorale, de Gaulle essaie ainsi de transférer un peu de son autorité sur la personne de son ancien premier ministre. Bien sûr, rien d'officiel n'a encore été fait dans ce sens, mais c'est ce qu'annonce la déclaration de Pompidou. Certains la jugeront prématurée, mais il s'agit en fait d'une prudence légitime. Une mort subite du général laisserait le clan gaulliste désemparé et déchiré. Les candidats successeurs sont déjà nombreux sur les rangs et les fameuses « luttes partisanes » que de Gaulle dénonçait avec tant de mépris sous la IVe République risquent bien demain de se dérouler au sein même de cet immense amalgame qu'est la majorité. Il importait donc au Président de prendre une fois de plus les devants et de désigner lui-même son héritier.

Nul ne peut dire encore si l'investiture morale de de Gaulle assurera l'élection anticipée ou non de Pompidou, mais ce que l'on peut déjà dire avec certitude c'est qu'elle lui sera insuffisante pour gouverner à la façon de son maître.

A propos du Match B.S.N. - Saint-Gobain :

Une "offre publique d'achat" révolutionnaire

EN règle générale, du moins si on les en croit, les patrons ne font pas de bénéfices. Ou si peu que cela ne vaut vraiment pas la peine d'en parler. S'ils restent à la tête de leurs entreprises, c'est d'abord, avant tout, par souci humanitaire, pour donner (à défaut de salaires décents) du travail à leurs ouvriers, et leur permettre de vivre.

Depuis quelques mois, cela allait de mal en pis. Interviewés à la radio, s'exprimant dans les colonnes de la presse écrite, répondant aux revendications ouvrières ,les membres ou les représentants du patronat français ne cessaient de se lamenter.

Pensez donc, il y avait eu ces désastreuses grèves de mai et juin qui avaient porté un coup terrible à l'économie française. Il y avait eu ces augmentations de salaires démentielles que des ouvriers — bien imprévoyants — avaient imposé à leurs malheureux patrons. Il y avait enfin ces méchants spéculateurs — sans aucun lien bien sûr avec les milieux de la banque et de l'industrie — qui mettaient le franc en péril.

En bref, il fallait dans ces conditions une bonne dose de dévouement, et peut-être même de masochisme, pour que nos malheureux P.D.G. continuent d'occuper leur fauteuils présidentiels, pour que les actionnaires (c'est toujours sur ceux-là qu'il convient de verser une larme) n'envoient pas le contenu de leur portefeuille boursier rejoindre à la corbeille (à papier) l'emprunt russe de grand-papa.

Et puis, B.S.N. lança son offre publique d'achat des actions Saint-Gobain. Et pour appâter le client, B.S.N. révéla que, ma foi, la situation du groupe n'était pas mauvaise du tout, quelle était même plutôt bonne, et que les actionnaires Boussois étaient, suivant l'expression du P.D.G. de cette firme : « des gens satisfaits ».

Enfin, on pouvait respirer. Il y avait au moins une entreprise en France qui échappait au marasme général.

Mais on vit mieux. Révisant par hasard ses livres de comptes, la direction de Saint-Gobain s'aperçut alors que l'exercice 1968 n'avait pas, finalement, été aussi mauvais que cela, et que, somme toute, les bénéfices s'avéraient supérieurs de 35 % à ceux de l'année précédente. Les actionnaires de Saint-Gobain auront ainsi la bonne surprise de recevoir prochainement une action gratuite pour quatre anciennes en leur possession. Et, envisageant gaillardement l'avenir, M. de Voguë qui préside aux destinées de Saint-Gobain, annonça même que ce n'était qu'un début, qu'il continuait le combat, et que les bénéfices pour les trois années à venir seraient encore plus substantiels.

Le match entre les deux géants de l'industrie verrière se poursuivant, on s'aperçut même qu'ils avaient encore les moyens de s'offrir quelques petites pages de publicité dans la presse, quelques flashes à la radio, et qu'ils pouvaient même prendre en charge les coups de téléphone en P.C.V. de leurs actionnaires nécessiteux. Non seulement ils faisaient de coquets bénéfices, mais ils tenaient à ce que cela se sache.

Les spécialistes de la presse économique ont vu dans l'offre publique d'achat des actions Saint-Gobain faite par B.S.N., et à juste titre, le début d'une ère économique nouvelle.

Il est indéniable que de telles opérations font passer un vent nouveau sur les entreprises concernées. En un mois, Boussois et Saint-Gobain se sont découverts un passé, un présent, et un avenir, florissants, malgré tout ce qu'ils peuvent dire pour refuser des augmentations de salaires.

Mais, à notre avis, il ne faut pas en rester là. Il faut que ce souffle d'air frais touche toute l'économie française. Il faut étendre au maximum la politique des offres publiques d'achat. Et nous ne croyons malheureusement pas que la grande presse ait tiré toutes les conclusions utiles de cette expérience en cours.

Pour notre part, ne reculant devant aucun projet de grande envergure, nous n'hésitons pas à lancer ici, au nom de tous les travailleurs de ce pays, une offre publique d'achat concernant toutes les entreprises françaises, sans exception. En échange de leurs titres, les actionnaires recevront des obligations diverses (par exemple l'obligation de ne plus vivre en parasite, mais de faire œuvre utile à la communauté, comme tout le monde). Ils pourront évidemment visiter leurs entreprises, tous les jours mêmes, et en cotte de travail.

Et en ouvrant les livres de compte de leurs anciens patrons, les travailleurs, soyons en sûr, auront de sacrées surprises !

correspondances des entreprises

● Sud-Aviation (Toulouse)

Comment les syndicats défendent l'emploi

LA fin de la série Caravelle provoque une situation de plus en plus critique à Sud-Aviation Toulouse. Car, parallèlement, la réalisation du prototype Concorde touche à sa fin et laisse un trou énorme dans les programmes. Aussi, depuis le mois de septembre, on assiste de la part de la direction, à des manœuvres d'intimidation et de pression pour, en recourant au maximum de licenciements individuels, éviter les difficultés de licenciements collectifs.

Aux mesquines manœuvres de la Direction, correspond la fuite des organisations syndicales.

Le 7 janvier, les travailleurs étaient invités à participer à une assemblée générale d'information au restaurant d'entreprise dont le but était non seulement d'informer le personnel sur la situation générale dans l'entreprise, mais aussi d'alerter l'opinion publique en invitant la presse et les représentants locaux des partis politiques. Or cette initiative, bien tardive d'ailleurs se heurta à un refus délibéré de la Direction d'accorder l'utilisation de la cantine appartenant au C.E. sous prétexte que les quatre organisations syndicales de l'entreprise seraient ensemble (sic)et que l'on ne pouvait tolérer la présence d'éléments étrangers à l'usine.

Loin de porter l'affaire devant le personnel, les syndicats firent le silence, jusqu'à ce qu'un très récent tract nous apprenne les faits en précisant : « de toutes façons, les organisations syndicales maintiennent cette assemblée, qui au lieu de se tenir au restaurant de St-Eloi, se tiendra dans la **grande salle de la piscine municipale** ». En clair, les syndicats nous mettaient devant le fait accompli. Il n'était donc pas question d'appeler le personnel à occuper la cantine, ce qui aurait été chose facile. Il faut dire qu'au nombre des invités extérieurs à l'entreprise figurait l'archevêque de Toulouse en personne. Et il ne fallait pas, par de stupides provocations, troubler l'ordre et la dignité de cette réunion d'information.

Bien que la piscine se trouve à l'autre bout de la ville, à trois kilomètres de l'usine la plus proche, il y eut cependant plus de 500 travailleurs qui se déplacèrent, chiffre assez important par rapport à l'habituelle fréquentation de ce genre de réunion, et qui exprime l'inquiétude et le mécontentement qui règnent parmi les travailleurs de Sud-Aviation.

Quant à la réunion elle-même, notons que les discours plats qui se succédèrent se bornaient à établir de savants calculs tendant à démontrer, mathématiquement et à l'aide de graphiques, que la situation était catastrophique, et que l'unité intersyndicale était plus indispensable que jamais.

Quant à envisager une action quelconque propre à mobiliser les travailleurs, on n'en souffla mot. Or la situation actuelle du plan de charge de Sud-Aviation ne peut être qu'un facteur de démoralisation pour les travailleurs que les syndicats laissent désarmés face aux menaces de licenciements et au renforcement général de la discipline.

On peut même dire que les syndicats brossèrent un tableau noirci, véritablement alarmiste : après avoir démontré que pendant le dernier trimestre de 1968 il y avait eu 140 000 « heures productives » perdues, ils annonçaient que la charge de travail n'allait cesser de décroître en 1969, jusqu'à atteindre 400 000 « heures productives » mensuelles à la fin de l'année : ce qui signifierait 2 000 licenciements environ, s'échelonnant sur la période.

Ce langage et cette interprétation, présentée par le représentant des cadres reçut la caution de toutes les autres organisations syndicales y compris de la C.G.T. qui, depuis longtemps se borne à revendiquer le démarrage de l'Air-Bus afin que « l'argent des contribuables » (les subventions étatiques) n'aille plus à ce brigand de Dassault.

C'est tout autre chose que les travailleurs de Sud-Aviation attendaient de cette fameuse réunion d'information. Ils espéraient, de leurs organisations syndicales, une voie à suivre, un plan de lutte, pour imposer à l'Etat-patron qu'il fasse supporter les frais de sa politique aux capitalistes et aux banquiers dont il est le représentant, et non aux travailleurs. Les travailleurs ont besoin de syndicats pour lutter, pas pour pleurer et laisser les mains libres pendant ce temps à la Direction.

● Chausson (Gennevilliers)

La direction impose le travail en équipes

IL y a déjà plus de deux mois qu'une nouvelle fabrication de carrosserie - la carrosserie Opel - a été lancée. La S.U.C. (Société des Usines Chausson) fait l'assemblage de cette carrosserie, puis la peinture est faite à Creil chez Brissonneau, mais comme ce dernier ne peut pas tout faire dans les délais, des voitures sont expédiées directement en Allemagne.

Déjà au moment du lancement de l'Opel, les horaires étant de 10 heures, il était question de faire équipe dans l'avenir. Pour cela Chausson a attendu d'avoir embauché assez de personnel à cet effet : environ 400 nouveaux depuis septembre.

La direction avait demandé des volontaires pour le travail en équipes aux travailleurs déjà dans l'entreprise, mais elle n'en a pratiquement pas trouvé, ce qui prouve que ça ne réjouit personne de travailler en équipes. Et on le comprend, quand on voit ce qui s'est passé.

Le 6 janvier, les équipes, dont l'effectif est d'environ deux cents travailleurs chacune, ont commencé à fonctionner.

Les horaires sont bien des « horaires Chausson » : de 7 h à 16 h, y compris le samedi, pour l'équipe du matin, et 16 h à 1 h du matin pour l'équipe du soir. Ce qui fait qu'un ouvrier travaille 54 h par semaine pendant quinze jours quand il est du matin, puis 45 h par semaine pendant les quinze jours qui suivent quand il est du soir.

Le salaire est majoré de 15 % pour le travail de nuit, auxquels il faut ajouter 1,60 F par jour, ce qui fait une majoration mensuelle de 70 à 80 F.

Le taux d'embauche des O.S. etant de 4,22 F et théoriquement de 4,57 F au bout de trois mois de travail, cela fait moins de 1.000 F par mois pour une moyenne de travail de 49 h 30, et travail en équipe.

En ce qui concerne la prime de 15 %, la direction a affiché une note de service dans laquelle elle souligne que cette prime est exceptionnelle, et n'est versée que parce que le travail se termine après minuit ; ainsi les travailleurs des presses qui terminent à 23 h 30 ne touchent pas cette prime.

Quant au transport, à la sortie de l'équipe de nuit, il est assuré par la R.A.T.P. Six cars partent de Gennevilliers à 1 h 30 du matin, avec des itinéraires du genre : Argenteuil, Enghien, Sarcelles, Villiers-le-Bel, Pierrefitte. Ces lignes, c'est la R.A.T.P. qui les a fixées, et il y a des travailleurs qui sont déposés à 3 km de chez eux. Le premier jour, un travailleur est rentré chez lui à 6 h du matin, par le... métro ! Et plusieurs travailleurs qui sont en fin de circuit et à plusieurs kilomètres de chez eux rentrent régulièrement à 3 h du matin.

De ce passage en équipes, il a résulté une aggravation des conditions de travail : horaires élevés, fatigue supplémentaire, vie irrégulière. Seule une réduction importante de l'horaire peut résoudre le problème du travail en équipes.

Hormis la demande de volontaires, ce passage en équipes s'est effectué sans qu'on ait consulté les travailleurs. Du côté de la direction, il fallait s'y attendre, mais les syndicats, eux, ont discuté avec la direction des **modalités** du travail en équipes, sans demander aux travailleurs, auparavant, leur avis sur le travail en équipes, lui-même.

« LUTTE OUVRIERE »

est en vente dans les kiosques et librairies

Nous demandons à tous nos amis, à tous nos lecteurs, à tous ceux qui apprécient notre effort pour tenter de mettre sur pied une presse ouvrière et qui le jugent nécessaire pour l'information des travailleurs de nous aider.

Nous leur demandons de faire le maximum pour diffuser ce journal autour d'eux, auprès de leurs amis et connaissances.

Nous signalons d'ailleurs à ce sujet que « Lutte Ouvrière », diffusée par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, est en vente dans un très grand nombre de kiosques et de librairies, aussi bien à Paris qu'en province.

Nos lecteurs peuvent donc se le procurer régulièrement auprès de leur marchand de journaux habituel. Si celui-ci ne le reçoit pas encore, il lui est cependant toujours possible de demander immédiatement un service régulier auprès des N.M.P.P.

COMPTES A REBOURS

LA publication des premiers résultats (provisoires) du recensement de 1968, montre, paraît-il, que le nombre des chômeurs aurait été surévalué en France. Les commentateurs pavoisent, tel ce fou qui se tapant sur la tête à coups de marteau, trouve que cela fait rudement du bien lorsqu'il s'arrête. Alors qu'on estimait qu'il y avait 490.000 chômeurs en janvier 1968, il n'y en aurait eu que 425.000 environ. On ne comprend pas pourquoi les Français sont mélancoliques et moroses.

Ainsi, ces longues queues devant les bureaux de chômage, tous ces gens qui se précipitent sur les premières éditions des quotidiens à la recherche des petites annonces, tout cela ne serait qu'illusion d'optique. Chômeurs qui pointez chaque quinzaine, les statistiques le disent, 60 à 70.000 d'entre vous n'existent pas ! Soyez heureux les autres ! les 425.000 qui restez chômeurs, vous êtes moins nombreux qu'on le disait ! Décidément le recensement nous réserve bien des surprises. On avait déjà constaté que l'on avait surévalué le nombre des Français : il y en avait 600.000 de moins qu'on en avait compté. D'ici que l'on constate que l'on avait surévalué aussi le nombre de voix gaullistes aux dernières élections !

● BENDIX (Drancy)

Les équipes débrayent

DEPUIS quelque temps déjà le mécontentement se fait sentir dans toute l'usine.

Mercredi 8, jour de la paye, une quinzaine d'ouvriers de la « Galvano » débraient spontanément et vont tous ensemble en délégation.

Le lendemain, jeudi, les P1 du **« traitement thermique »**, ceux qui entretiennent les fours, font de même. Raison de leur colère : conditions de travail — sans chaussures de sécurité, sans bleus — et surtout des salaires à la fois bas et inégaux. Leur revendication : égalisation des taux de base au niveau le plus élevé.

En même temps, 25 contrôleurs débrayent à leur tour — la plupart des 250 contrôleurs n'ont pas touché les 6 centimes de l'heure dits « à la tête du client ». 6 centimes que la Direction ne voulait donner qu'à certains productifs et qu'ils avaient perçus depuis bientôt un an ! Suivent le mouvement : 10 ouvriers des **« rotatives »** et les femmes des **« segments »**. Les uns pour une augmentation du taux de base, les autres pour le respect de leur boni qui avait été diminué.

Les **« rotatives »** débutaient par ce premier débrayage d'une heure, une longue série d'autres.

Partis séparément pour des revendications diverses, nous nous retrouvons tous devant le bureau du sous-directeur de la production qui, un peu effrayé, écoute pendant une heure les revendications. Décidé à désamorcer, il promet : **« Je vous donnerai ma réponse lundi ».**

Jusqu'au lundi, aucun débrayage. Ce jour-là, comme prévu : **« Attendez demain mardi ».**

Mardi, 9 h : Nous attendons les fameuses réponses. 10 h : rien !

Nous commençons à nous impatienter. Certains regardent leur montre.

Sur un tableau, des ouvriers inscrivent à la craie : **« 10 h ! rien ;**

10 h 20 : toujours rien ! »

Enfin, le secrétaire général C.G.T. qui était allé, seul, se renseigner auprès de la Direction, revient apporter la réponse à quelques-uns !

Bien sûr, c'est non à tout !

Quelque temps après, six **contrôleurs** vont à nouveau chez le chef du personnel.

A 13 h : **« segments »** et **« rotatives »** débraient à nouveau pendant une heure.

14 h. : A l'entrée, la deuxième équipe des **« rotatives »** débraie jusqu'à 16 h.

17 h : Des mensuels du laboratoire des **« traitements thermiques »** arrêtent le travail.

Les délégations se suivent et se ressemblent : elles sont toutes décidées, « elles en veulent ».

Le lendemain, mercredi, d'autres secteurs suivent. C'est la **« soudure-rotatives »** et **l'outillage.**

Jeudi et vendredi, nouveaux débrayages d'une heure : **« rotatives »** encore, **« division technique », « entretien général », la « 29 »**, une nouvelle fois les **« rotatives »** et les **« traitements thermiques ».**

Le samedi, l'équipe **« rotatives »** qui vient le matin débraye encore une heure !

Manifestement l'ambiance y est, et le ton monte.

Le secrétaire du syndicat qui avait été favorable, et même quelques fois à l'origine des mouvements commence à reculer.

Il voulait redorer son blason quelque peu abimé depuis la glorieuse reprise de mai et juin, mais espérait bien ne pas être trop suivi... ni surtout débordé !

Pour l'instant ce n'est, malheureusement pour lui, pas le cas ! Il faut freiner et vite ! Certains parlent déjà de grève illimitée.

Vite, le secrétaire général réunit les plus combatifs, la **« soudure rotative »**, dans le local du C.E., à l'abri de toutes les influences extérieures, pour les convaincre de ne pas faire grève illimitée.

Réflexion d'un délégué : **« On est arrivé à les convaincre, mais on a eu du mal à les retenir ».**

Convaincu ? Pas tant que ça !

Un travailleur : **« 25 ans de syndicat derrière moi, et maintenant seulement je comprends ! C'est des fusils qu'il faut ! »**

Un autre : **« Un jour O.K., deux jours, O.K., mais une heure c'est de la m... ».**

Comme la discussion ne suffit pas toujours à convaincre, rien ne vaut les manœuvres démobilisatrices.

On va voir apparaître précipitamment un tract pour annoncer que la direction accepte de recevoir les délégués.

Pas d'autres informations. Au fond cela veut dire : **« Ne vous affolez pas, calmez-vous. Nous avons réussi. La direction discute ».**

En réalité la discussion est annoncée pour le milieu de la semaine suivante... et en deux morceaux : le mercredi pour les revendications générales, le jeudi pour les particulières.

Pour l'instant ces manœuvres n'ont pas encore réussi à nous décourager. Nous savons bien que les discussions de toute façon n'ont d'autres possibilités d'aboutir que si nous continuons le combat.

Et si pour l'instant aucun mot d'ordre général n'a été lancé... la lutte n'est pas finie.

● ASSISTANCE PUBLIQUE

Refuser l'augmentation des prix des repas

Une action qui n'était par prévue dans les journées d'action

Le personnel de l'Assistance Publique manifeste

(AFP)

DEPUIS lundi 13 janvier les prix des repas pratiqués dans les cantines des hôpitaux de l'Assistance Publique qui étaient compris entre 1,15 et 3,50 F selon les catégories sont passés à des tarifs variant entre 2,50 et 6,50 F

Cette augmentation est donc de 120 % environ, et s'explique, soi-disant, par la suppression de la subvention qui était versée par la Préfecture de Paris.

Inutile de dire que, dans tous les hôpitaux de Paris, et de la banlieue appartenant à l'administration centrale de l'A.P. l'émotion a été grande parmi le personnel, et que spontanément, l'ensemble de celui-ci a refusé de prendre ses repas à un tel prix.

A noter d'ailleurs que cette mesure n'atteint pas que les hôpitaux de l'A.P., puisque l'hôpital Intercommunal de Créteil a vu la même augmentation. Il s'agit donc de la suppression d'une subvention déc ée à un autre niveau : ce n'e pas le budget d'une Préfectu qui est en cause, mais une d sion d'ensemble au niveau du ministère des Finances ou de celui des Affaires Sociales, qui se partagent la « tutelle » des hôpitaux.

La protestation du personnel a revêtu plusieurs formes :

Réfectoires désertés devant le refus d'accepter les anciens tickets, c'est le cas de Chennevier à Créteil.

— Pression du personnel qui amena l'économat à recevoir les anciens tickets, c'est le cas à Saint-Louis, le lundi tout au moins.

— Entrée en force dans le réfectoire et service gratuit, ce fut le cas à Necker.

Dans l'ensemble, le premier jour de l'augmentation les réactions ont été très vives et spontanées.

Mais, dès le lendemain, l'administration réagissait le plus souvent en fermant les réfectoires partout où la réaction du personnel n'avait pas été uniquement de se contenter de manger un sandwich.

Dès le lendemain également les réactions syndicales ont été, une fois de plus, destinées à étouffer ces réactions.

Le syndicat qui a été le plus embêté fut incontestablement la C.G.T., et aussi bien à Necker qu'à Lariboisière on a pu voir des représentants de la C.G.T. se demander comment en sortir sans trop de casse, un coup de fil à la Fédération leur ayant appris que les mouvements étaient inopportuns. A Lariboisière d'ailleurs ils ont trouvé le truc : proposer que l'action porte sur le retour à l'ancien tarif et l'échelle mobile des salaires, ce qui provoqua aussitôt le retrait de F.O. (cette centrale étant opposée à cette revendication) et donc le désistement de la C.G.T. dans les négociations sur l'action à mener, car « l'unité d'action n'était pas réalisée ».

C'est d'ailleurs dans l'optique de « noyer le poisson », que l'Union syndicale du personnel de l'Assistance Publique (C.G.T.) a sorti un tract appelant le personnel à prendre part à « une grande journée nationale d'actions et de manifestations de toutes les professions » (dans lequel on ne parle pas de la grève du vendredi 17, qui a reçu le moins de publicité possible) pour :

- **faire échec aux hausses de tarifs (repas, crèches, etc.) ;**
- **l'augmentation des effectifs ;**
- **l'application des mesures prévues pas le protocole encore non-appliquées ;**
- **de nouvelles revalorisations, et toutes les revendications générales, notamment l'échelle mobile des salaires, et les libertés de réunion du personnel sur les lieux et heures de travail, etc.**

Et pour tous ceux qui n'auraient pas compris que la direction C.G.T., en dehors de sa journée nationale d'action, ne veut strictement rien faire, au même tract se trouve jointe la « Déclaration de la Commission Administrative de la C.G.T. » qui appelle toutes les fédérations à préparer cette « Journée ».

Ceux qui ne s'y retrouvent plus, bien sûr, ce sont ceux qui attendaient une riposte à l'augmentation du prix des repas à l'Assistance Publique. Pour eux, ce n'est que verbiage et poudre aux yeux.

Pardon, il y a quand même une chose que les cégétistes ont fait : pendant le dépôt de la pétition à l'avenue Victoria (siège de l'administration centrale de l'A.P.) ils ont empêché un certain nombre de jeunes « gauchistes » qui se distinguaient en chantant l'Internationale, de manifester place de l'Hôtel de Ville, devant les bureaux préfectoraux !

● à la POLYMÉCANIQUE (Drancy)

Comment se prépare la journée d'action CGT

A la Polymécanique, à Pantin, la C.G.T. prépare « la journée nationale d'actions et de manifestations » dont la confédération a lancé le mot d'ordre dernièrement.

Lundi 13 janvier, on a pu voir au panneau syndical une affiche regrettant que F.O. et la C.F.D.T. aient refusé la proposition et déclarant : « Nous considérons dorénavant comme démagogiques les fameuses propositions d'unité de ces syndicats. » Suivait une proposition de réunion aux sections syndicales C.F.D.T. et F.O. de la Poly, « dans le but d'aller vers une action ». Ce texte était rédigé d'une façon équivoque pour amalgamer les sections syndicales avec les confédérations. On comprend le but de cet amalgame quand on sait que la section F.O., accusée de « gauchisme » par le P.C.F., fait campagne depuis plusieurs mois pour l'organisation de réunions communes de syndiqués de toutes tendances et non syndiqués, dans l'optique de la constitution d'un front syndical uni, proposition rejetée jusque-là par la C.G.T., malgré l'incompréhension de nombre de ses adhérents.

La section F.O. accepta la proposition de réunion. Elle se tint deux jours plus tard. Il y avait quatre élus F.O. et seulement deux C.G.T. (alors qu'il y en a plus d'une douzaine disposant d'heures de délégation), qui arrivèrent un quart d'heure en retard, et un C.F.D.T. qui arriva une demi-heure en retard parce qu'il n'avait pas été prévenu ! La C.G.T. ne semblait vraiment guère tenir à cette réunion dont elle avait pris l'initiative. Les militants de F.O., qui avaient consulté les camarades de leur secteur sur ce qu'ils pensaient de cette « journée d'action », publièrent un compte rendu disant :

« Nous avons demandé des précisions sur ce que la journée d'action impliquait. On nous a répondu que ce n'était pas encore défini.

» Nous avons dit que s'il s'agissait de journées du type de celles nombreuses que nous avons connues avant mai 68, nous doutions de l'efficacité d'un tel mouvement.

» Néanmoins, si une majorité d'ouvriers y était favorable, nous y participerions. Nous avons alors proposé d'organiser une réunion ouverte à tous, à l'appel de tous les syndicats, après le travail, le vendredi 24 janvier afin de connaître l'opinion des travailleurs sur cette question.

» La C.G.T. doit nous donner une réponse lundi 20 à cette question. »

Il faut dire que jusque-là les ouvriers ont manifesté plutôt de la froideur pour la proposition de la confédération C.G.T.

« Ils recommencent leurs c... », ou bien « Ça servira à rien, et on va perdre la prime d'assiduité, et le patron se frottera les mains... » sont les réflexions les plus courantes. Mais il y a quelques ouvriers, militants ou sympathisants du P.C.F., qui disent : « Il faut bien faire quelque chose, on ne peut pas rester à attendre... »

Il y a aussi des ouvriers qui disent : « C'était en mai qu'il fallait y aller... », ou d'autres : « Maintenant ce qu'il faudra, c'est un coup dur. Il faudra descendre dans la rue et ne pas faire de cadeaux. Les journées d'actions, c'est de la rigolade... »

Dans l'ensemble, on ne peut pas dire que la proposition C.G.T. ait soulevé l'enthousiasme des ouvriers de la Polymécanique. Cela changera-t-il dans les jours qui vont suivre ?

correspondances des entreprises

● URBAINE et la SEINE (Paris)

ELECTIONS AU COMITE D'ENTREPRISE

FIN décembre les élections au Comité d'Entreprise ont eu lieu. Les résultats de ces élections n'ont pas manqué d'intérêt et la campagne électorale qui les a précédées non plus.

Ce vote a vu, d'une part, le recul important de la C.G.T., jusqu'à présent majoritaire au C.E. (8 sièges sur 12 en 1966), qui en perdant 15 % des voix doit céder 4 sièges (2 de titulaires et 2 de suppléants); d'autre part, le syndicat « indépendant », d'obédience patronale, qui détenait depuis 20 ans un siège de titulaire l'a perdu ne conservant de justesse qu'un siège de suppléant.

Par contre la C.F.D.T. et F.O. sont gagnantes. La première prend 3 sièges supplémentaires (2 titulaires et un suppléant), la seconde, alors qu'elle se présentait pour la première fois aux élections du C.E., prend 2 sièges (un suppléant et un titulaire).

Les événements de mai-juin, s'ils ne sont pas la seule cause de ce changement important — l'autre était la création en février 68 d'une section C.G.T.-F.O. par des militants « gauchistes » exclus ou démissionnaires de la C.G.T. — ont eu une influence certaine sur la façon dont les employés de l'Urbaine-Seine se sont exprimés.

Les organisations syndicales antigrévistes, comme la C.F.T.C. et la C.G.S.I. ont eu un nombre de voix très limité (8 % pour la première et 10 % pour la seconde), moins que les autres années pour les « indépendants ». Celle qui, comme la C.G.T., a freiné la lutte à l'Urbaine et dans le pays, a perdu un nombre important de voix. Celles, comme la C.F.D.T. et F.O., qui dans l'entreprise ont été à la pointe du combat ont vu leur audience et leurs voix augmenter.

En effet, le personnel et surtout les jeunes n'ont pas oublié le rôle de frein joué par la C.G.T., la satisfaction à peine cachée de sa principale responsable à l'Urbaine le jour de la reprise du travail. La façon dont le syndicat C.G.T. des Assurances a poussé les employés à participer à un vote à bulletins secrets, alors qu'un accord était signé sur la profession et que les propositions patronales étaient loin de satisfaire les grévistes, est restée présente dans la mémoire des plus combatifs.

Le refus de la section C.G.T. de l'Urbaine de contester le résultat du vote bidon auquel 60 % à peine du personnel avait participé (beaucoup d'employés non prévenus et se considérant toujours grévistes n'avaient pas voté) a fait que la reprise s'est effectuée la rage au cœur pour beaucoup.

Aussi ce mécontentement des grévistes envers ceux qui, comme presque partout ailleurs, ont tout fait pour faire reprendre le travail, n'a pas manqué de s'exprimer dans ces élections qui intervenaient pourtant plus de six mois après.

Et ce ne sont pas les efforts de dernière heure de la section C.G.T., la campagne pour faire miroiter les avantages de l'arbre de Noël et le filet de fin d'année (2 bouteilles, 2 paquets de gâteaux, un dessous de plat), qui ont pu lui sauver la mise, au contraire. Ils ont seulement donné à la campagne électorale de ce syndicat un aspect des plus comiques et des plus ridicules, comme seule sa « doyenne-responsable » était capable de le faire. Ne voyait-on pas, sur son initiative, les murs de l'Urbaine se couvrir d'affiches représentant des pères Noël, des arbres de Noël, le fameux filet, et les inscriptions « si vous ne voulez plus de cadeaux, de sapin de Noël, votez F.O. », « si vous trouvez que c'est perdre son temps que de se consacrer à la préparation de l'arbre de Noël, votez F.O. ».

Il faut dire que la section syndicale F.O. avait donné sa position sur le C.E., dénonçant son rôle de collaboration de classes, et le rôle ridicule joué par ceux qui se disent syndicalistes et utilisent toute leur énergie à jouer les dames patronnesses. F.O. ne présentait des candidats que pour faire du C.E. une tribune où seraient défendues par des délégués combatifs les revendications du personnel, se refusant fermement à faire du C.E. un organe de participation, et à consacrer les heures qu'accorde la loi à la gestion des œuvres sociales, cantine et autre arbre de Noël.

C'est sur ces bases que la section F.O. a recueilli 160 voix en titulaire (15 % des voix) et 178 en suppléant, lui donnant deux délégués.

Quant à la C.F.D.T., si elle a gagné des voix, ce n'est pas grâce à sa campagne électorale à l'américaine, tracts invitant à voter C.F.D.T. tous les jours, pendant les 8 jours précédants les élections, papillons collés partout, tracts avec la photo des candidats, cela a plutôt indisposé le personnel. Mais son succès elle le doit, d'une part, à l'attitude prise par la Confédération C.F.D.T. à l'échelle nationale en mai et en particulier vis-à-vis des manifestations étudiantes, et à certains éléments jeunes et combatifs qu'elle présentait.

Dans un mois vont avoir lieu les élections des délégués du personnel. La C.G.T. qui ne s'est pas encore remise de sa défaite aux élections du C.E. a déjà commencé sa campagne en appelant à « soutenir son action en votant C.G.T. ». Mais il est fort probable que les résultats de ces prochaines élections confirmeront les résultats des précédentes, voire même accentueront le recul de la C.G.T. car l'esprit de mai n'est pas mort à l'Urbaine et la Seine, surtout en ce début d'année 1969 qui s'annonce plutôt mal pour le personnel.

● P.T.T. :

Une réunion C.G.T. des préposés de la région parisienne

DERNIEREMENT la C.G.T. a essayé de relancer une action sur des revendications catégorielles des préposés. Pour ce faire elle prenait le prétexte de la réunion de la sous-commission « carrière-parité » créée à la suite des accords de juin et dont le but est d'obtenir la parité des indices dans toute la fonction publique. Parité qui n'est pas actuellement pratiquée aux P.T.T.

Le 7 janvier, c'est-à-dire la veille de la réunion de cette sous-commission, la C.G.T. annonçait par tract une « grande journée d'action », qui consistait à envoyer des délégations de masse de chaque bureau devant le ministère des P. et T. Il faut noter que pratiquement nulle part, cette journée ne fut préparée et que même dans certains services, les syndiqués n'étaient pas au courant.

Outre cette journée d'action, la C.G.T. conviait tout le personnel des services d'acheminement et de distribution de la région parisienne à une réunion d'information le 8 janvier afin de faire un compte rendu de la réunion de la sous-commission « carrière - parité ».

A cette réunion, il y eut environ deux cents participants dont une cinquantaine de jeunes. On commença par nous expliquer que la réunion de la sous-commission n'avait rien donné puis on nous exposa le programme revendicatif de la C.G.T. :

— retour de la parité dans la fonction publique,

— fusion des grades préposés spécialisés et préposés chefs,

— passage automatique au grade le plus élevé dans la catégorie avant la retraite.

Le programme n'intéressait que les préposés, il fut donc conclu de la nécessité d'organiser des luttes pour cette catégorie uniquement. On nous fit entrevoir la possibilité d'une grève de 24 h, en nous expliquant d'ailleurs qu'on ne pouvait pas faire moins et cela à cause de l'administration qui nous faisait sauter une journée de paie que l'on fasse une heure de grève ou 24 h ! Mais de toute façon, si grève il y avait, celle-ci ne dépendrait que de la volonté librement exprimée d'une **majorité favorable** des préposés.

Après un tel programme l'atmosphère de la salle n'était pas particulièrement chaude. C'est alors qu'un second responsable C.G.T. intervint pour constater et regretter le manque de combativité des postiers et le peu de dévouement de nombreux syndiqués.

Pourtant, au cours de cette réunion très morne, il faut noter l'attitude de certains jeunes ; en effet, un jeune camarade de Paris-Brune demanda pourquoi on proposait uniquement des luttes pour les préposés alors que dans certains secteurs, notamment à Paris-Brune, agents d'exploitation et préposés travaillent tous ensemble et dans les mêmes conditions. Il expliqua que d'après lui, il serait plus efficace de mener des luttes d'ensemble sur des revendications communes.

Il lui fut répondu qu'il était vraiment « très jeune syndicaliste », qu'il prenait ses désirs pour des réalités et que par expérience on savait qu'il valait mieux mener des luttes catégorielles puisqu'il y avait quantité d'exemples de luttes catégorielles victorieuses — bien sûr on ne dit pas lesquelles !

Le camarade de Brune fut approuvé par les jeunes présents dans la salle.

A la sortie, les discussions allaient bon train, et certains citaient notamment la grève de mai comme exemple en expliquant que c'était comme cela qu'il fallait se battre si l'on voulait vaincre.

Accident à la S.N.C.F.

Il y a huit jours, un jeune cheminot, marié et père de famille, embauché seulement depuis un mois, s'est fait écraser par un train alors qu'il traversait les voies principales à La Chapelle (secteur Paris-Nord).

Alors que l'accident a eu lieu le soir, ce qui semble impensable, c'est que le corps ne fut découvert que le lendemain matin.

Aussitôt, les enquêteurs de la S.N.C.F. furent envoyés sur les lieux. Le verdict fut donné très rapidement : « C'est de la faute de l'agent. »

— C'est de sa faute parce qu'il s'est fait écraser à 20 h 04 alors qu'il finissait son service à 22 h et qu'il était parti sans autorisation.

— C'est de sa faute parce qu'il traversait les voies alors qu'un peu plus loin il y a un passage souterrain.

Ce que la S.N.C.F. oublie de dire, c'est que sur les chantiers, afin que le travail s'effectue plus rapidement, elle n'hésite pas à laisser enfreindre les mesures élémentaires de sécurité, au point que pendant le service c'est une habitude par exemple de traverser les voies plutôt que d'emprunter les passages réservés. La direction le sait bien. Mais elle ferme les yeux. Respecter les consignes qu'elle a elle-même données ferait perdre du temps au cheminot. Le règlement ne sert donc à rien. Ou plutôt si : lorsqu'il arrive un accident comme celui-ci, à dégager la responsabilité de la S.N.C.F.

Et ça, la S.N.C.F. y tient. Non pas qu'elle étouffe sous les scrupules moraux. Si cela était, elle mettrait tout en œuvre pour éviter que des dizaines de cheminots laissent chaque année leur vie sur les voies ou sur les chantiers.

Mais lorsque la responsabilité de la S.N.C.F. est établie, elle doit un secours à la famille de la victime. Alors que ne serait-elle pas prête à faire pour éviter de débourser quelques sous...

LUTTE OUVRIERE

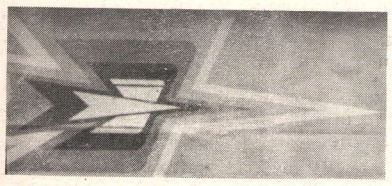
« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

COURRIER DES LECTEURS

Le point de vue des camarades non-violents



COMMENTAIRES SUR L'ARTICLE DE ROBSON DANS LA TRIBUNE LIBRE, du N° 19 de L.O.

Mon cher camarade,

Tu as, dans Lutte Ouvrière, **traité la non-violence d'aromate digne des poubelles de l'histoire.**

Permets-moi de te dire mon étonnement. Peut-être as-tu pensé, en écrivant cela, à l'expérience de Luther King dont beaucoup ont proclamé la faillite. Pourtant, une bonne partie des droits civiques n'ont été obtenus que par son action pacifique. Insuffisant? Peut-être, mais pas négligeable, surtout en regard des sacrifices relativement peu importants qui ont été consentis.

Certains, plus soucieux d'efficacité, ont voulu se débarasser de cet « aromate ». Résultat : renforcement spectaculaire du Ku Klux Klan, pourtant en perte de vitesse considérable, progrès stoppés net, affrontements sanglants et sans espoir. Que peuvent une poignée de Noirs contre une police scientifiquement armée (chaussée dérapante, produits tranquillisants, gaz délétères et autres).

Je ne vais pas ressasser l'exemple archi-connu de Gandhi, mais association d'idée naturelle, je ne peux m'empêcher d'évoquer en passant quelque chose d'assez semblable. L'africain Kimbangu. Partout où son église a été solidement implantée, les luttes tribales ont été beaucoup moins dures, si ce n'est inexistantes.

Pense aussi aux troupes d'occupation à Prague, en face d'un ennemi aux mains nues et en fait peu nombreux.

Pourtant, par son refus même de la violence, il pose un problème plus ardu que les émeutiers de Budapest.

Que tu le veuilles ou non, David, laissant sa fronde au vestiaire est en train de dérouiller Goliath.

Il l'obligera non seulement à toucher les épaules, mais encore à reconnaître son erreur. Ce sera long peut-être mais la victoire n'en sera que plus éclatante. Goliath ne sera pas vaincu et humilié par David, il sera devenu David.

Crois-moi camarade, la non-violence (qui n'est pas la passivité) a du bon.

La violence est un outil qui manque de précision, un animal cruellement fantasque dont on ne peut savoir jusqu'où il ira dès qu'on lui lâche tant soit peu la bride. Si tu lui accordes ta confiance inconditionnellement, tu acquiert l'inhumanité naïve du flic ou du militaire.

Trop bêtes pour contourner un obstacle, ils tapent dessus, quitte à se faire écraser par lui.

Je suppose, mon cher camarade, que tu es fait d'une autre matière et te salue bien amicalement.

J.A. Montreuil.

« L.O. » ne peut répondre à la place de l'auteur de la Tribune libre contestée, mais elle peut donner son point de vue.

Ceux qui dirigent le monde ne sont ni plus sots ni moins instruits que ceux qu'ils exploitent. Il n'y a pas de « lumière » qu'ils n'auraient pas vue et qu'ils verront un jour.

Ils utilisent la violence, à forte dose et à jet continu, depuis que les classes existent, pour maintenir leur domination.

Prêcher aux exploités de renoncer à la violence contre les oppresseurs, c'est leur prêcher le renoncement tout court.

Face au fascisme hitlérien naissant, le renoncement des organisations ouvrières a permis à Hitler de vaincre et de faire à David ce que l'on sait, pendant de longues années.

Elles aussi, ces organisations, prônaient à l'époque une certaine forme de non-violence qui était le légalisme face à l'illégalisme des hordes brunes.

A notre avis, nous le déplorons mais nous n'y pouvons rien, il n'y a pas d'émancipation possible sans retourner la violence contre les oppresseurs. La violence est évidemment une arme redoutable et parfois tragique pour celui-là même qui l'utilise, mais tant que l'humanité est divisée en classes, elle restera le forceps des sociétés.

Chers camarades,

Venant de passer un an à Baltimore-Maryland, j'ai lu avec beaucoup d'intérêt les articles que vous consacrez aux U.S.A. dans le numéro 12 de « Lutte Ouvrière » et qui tous traitent de cette violence dont Rap Brown disait qu'elles est aussi américaine que la « cherrypie » traditionnelle.

La faiblesse des efforts pour imposer un contrôle sur la vente des armes à feu témoigne de la violence inhérente à la structure même de la société américaine, à ses traditions, à ses lois. Cette violence présente cependant des caractères distinctifs : elle est spontanée, sporadique et désorganisée (les Américains, sans avoir un penchant au pacifisme, sont contre le militarisme en tant qu'institution).

Dans le long catalogue historique de la violence américaine, la violence raciale, sous ses formes diverses, se trouve inscrite dès le début, dès la période coloniale, jusqu'à nos jours... L'impérialisme par lequel se définit la politique étrangère des U.S.A. a son équivalent dans l'attitude adoptée vis-à-vis de leurs propres minorités ethniques. Le combat de la communauté afro-américaine et la lutte du tiers monde contre le colonialisme sont évidemment liés ; tous deux devront appliquer des tactiques voisines, ce qui, bien que la situation contienne un grand potentiel de violence, ne veut pas obligatoirement dire tactiques violentes. Les Panthères Noires, excluant les autres opprimés des U.S.A. (Blancs appalachiens, indiens, mexicains, portoricains), sont les alliés objectifs sinon de Wallace, du moins de Nixon. A l'intérieur de la communauté noire même, les Panthères, se désolidarisant des émeutes et du pillage pour le whisky, la télévision en couleur ou le piano, sont les alliés objectifs des « Oncles Tom ».

D'ailleurs, s'il doit y avoir une escalade dans la violence, qui doute de l'identité du vainqueur ?

Vous écrivez que « la vente libre des armes à feu permet aux noirs de s'organiser et de se faire respecter. » Mais jusqu'à présent elle a affaibli cette communauté noire et servi les desseins de ses ennemis. En effet, partout dans les U.S.A., le taux d'homicids chez les afro-américains est plus élevé que chez les Blancs. Malcon X, dans son « autobiography » montre que la principale victime du « crime dans les rues », c'est bien le noir. Ceci est dû à la pauvreté, à la condition de sous-prolétariat des noirs aux U.S.A., mais aussi au racisme : le châtiment infligé au noir qui a tué un autre noir est inférieur à celui infligé au noir qui aurait tué ou même volé un blanc. Les noirs ont été poussés par le restant de la société américaine à intérioriser la violence. Mais son extériorisation, dans des actes de terrorisme quasi-mystiques, est-elle plus positive ? Il est à noter qu'à Montgomery, pendant le boycott des autobus organisé par Martin Luther King, il n'y eut pas de sermons sur la conduite individuelle et que cependant il y eut une diminution notoire du taux d'homicides à l'intérieur de la communauté noire...

Encore une fois ,le langage de la force n'est pas forcément le langage de la violence.

Avec mes salutations cordiales.

C.S.L.
Saint-Mandé

A notre avis, ce nest pas la vente des armes qui crée la violence.

Et tant que la vente libre des armes n'était préjudiciable qu'aux noirs le gouvernement des U.S.A. ne s'en souciait guère. Maintenant qu'au sein de la communauté noire des hommes parlent de se battre pour défendre leur dignité, le gouvernement parle de limiter la vente des armes.

Ce qu'il craint, à notre avis, ce n'est pas l'augmentation de la criminalité, mais le début de la guerre sociale.

Que l'idéologie des « Panthères Noires » soit réactionnaire, nous nous en rendons bien compte, mais c'est cette idéologie que nous pouvons leur reprocher, non pas l'utilisation de la violence.

Cela reviendrait à faire le même reproche aux combattants vietnamiens ou, à la fois loin dans le temps et plus près dans l'espace, aux militants du F.L.N. algérien.

Certains correspondants continuent à nous envoyer, aux fins de publication, des lettres non signées, ou portant simplement des initiales, ou encore sans adresse. Nous répétons que nous ne pouvons tenir aucun compte de telles lettres.

De même pour notre « Tribune libre ».

Bien entendu, suivant nos habitudes, sauf indications contraires nous ne publions que les inititiales de nos correspondants pour le « Courrier » et la signature, sans adresse, pour la « Tribune ».

Par ailleurs, nous recommandons à nos correspondants d'être très brefs : une page dactylographiée au maximum (soit, au plus, deux pages manuscrites).

ON NOUS ECRIT DE TOURS :

La condition des agents de service dans les écoles

L'école primaire où nous travaillons compte au total sept agents de service, dont deux concierges, pour environ neuf cents élèves.

L'une d'entre nous est cantinière. Elle ne fait pas la cuisine, mais par contre dresse les couverts, sert les repas, lave la vaisselle, nettoie les gazinières et le réfectoire ; ce dernier demande un travail particulièrement fatigant, car la majorité des élèves restant à la cantine (ils sont une centaine) sont des petits qui salissent tables, bancs, carrelages... et de plus il faut nettoyer les vitres.

Les autres agents de service sont chargés de l'entretien des classes. Laver, brosser, poncer, cirer, voilà l'essentiel de notre travail. Et comme nous ne sommes employées journellement qu'un nombre restreint d'heures (entre 2 et 5), nous devons faire particulièrement vite si nous voulons terminer à temps. Après quoi nous sommes complètement éreintées. Et nos horaires, dans le cadre du programme d'austérité, viennent d'être écourtés !

Nous travaillons tous les jours de la semaine, excepté le jeudi. En outre, durant les vacances scolaires, nous n'avons qu'un nombre très limité d'heures de travail. Or, seules sont payées les heures effectuées !

De même, si l'une d'entre nous est malade, les autres doivent effectuer un supplément de travail appréciable étant donné notre petit nombre ; mais nous n'avons pas pour autant le salaire de l'absente.

A raison de 3 F de l'heure, cela fait un salaire mensuel net de l'ordre de 450 F pour la cantinière, qui travaille 8 heures par jour, et pour les mois sans vacances, le salaire varie entre 150 et 300 F pour les autres.

Il est vrai que nous ne sommes pas « titulaires ». Car chacun sait qu'il faut être titulaire pour laver la vaisselle ou poncer les parquets !

Les concierges eux, sont titulaires, ce qui leur donne d'immenses avantages, puisqu'ils sont mensuels et qu'ils ont droit... au S.M.I.G. ! Et ils sont logés !

Mais voilà, c'est la municipalité qui accorde (ou n'accorde pas) la titularisation. Et c'est elle qui nous paie ! Aussi n'avons-nous guère de chances de devenir titulaires, sinon peut-être par l'ancienneté et un nombre de points suffisants (les points étant en quelque sorte des bonnes notes accordées arbitrairement par la direction). Alors, si nous avons le bonheur de plaire à la direction et à la municipalité, si nous restons longtemps à notre poste, nous pouvons espérer être smigards.

Quant au personnel de surveillance, il n'est pas logé à meilleure enseigne. Son travail est assez pénible, surtout pendant les repas, et le salaire qui lui était dû depuis la rentrée scolaire ne lui a été versé, après maintes récriminations, qu'à la mi-décembre !

Mais, que voulez-vous, la municipalité a entrepris de grands travaux qui coûtent fort cher, et comme c'est pour le bien des Tourangeaux (?), il est normal que ce soient eux qui paient, d'une part par de lourds impôts, d'autre part par des salaires de misère accordés aux employés municipaux.

Résultat : de nombreux immeubles inoccupés le long de la vallée du Cher, le loyer minimum étant supérieur à 400 F. Plus que notre salaire moyen !

MAI-JUIN AU FIL DES JOURS (IX)

Les ténors du P.C.F. (Jeannette Vermeersch, Jacques Duclos et Waldeck Rochet)

(U.P.I.)

● LUNDI 27 MAI

La C.G.T. appelle à douze réunions dans Paris pour rendre compte des entretiens de Grenelle.

L'U.N.E.F. décide un meeting à Charléty.

Le gouvernement lance une campagne d'intoxication, laissant entendre qu'il y aura des groupes armés qui vont se livrer à des provocations. Visiblement, il veut faire le vide autour de ce meeting.

Le cortège de l'U.N.E.F. démarre aux Gobelins. La manœuvre gouvernementale a raté. Cinquante mille personnes défilent en bon ordre des Gobelins jusqu'au stade Charléty. Les organisations d'extrême-gauche sont là, les drapeaux noirs aussi. Mais il n'y a pas de policiers et le calme règne donc.

Défilé dynamique qui scande : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat », et sur l'air des sirènes de pompiers : « Séguy trahit... Séguy trahit », puis « Nous sommes tous des juifs allemands », « La pègre c'est nous ».

La grande masse des manifestants n'apprendra que tard la présence de Mendès-France au stade Charléty. Ses partisans l'ont pressé de prendre la parole. Il s'y est refusé, disant que c'était un meeting syndical. En fait, des militants politiques ont parlé. Mendès-France n'était pas du tout assuré de l'accueil. Il avance prudemment ses pions. Il spécule sur le discrédit croissant du P.C.F., mais en dépit du fait que le P.S.U. a une audience accrue, il existe maintenant une extrême-gauche qui n'est pas prête à avaler des couleuvres. Et une notable partie du P.S.U. n'y est pas prête non plus. Mendès-France habitue les jeunes à sa présence.

Mais il va laisser Mitterrand parler de lui.

L'Humanité du 28-5, apparemment désolée de voir que « la pègre » peut participer calmement à une manifestation, note :

« Au meeting du stade Charléty, si l'ordre régnait, la peur du désordre était dans bien des cœurs. »

● MARDI 28 MAI

Mitterrand annonce qu'il est candidat à la présidence si les « non » l'emportent au référendum, mais il suggère à Mendès-France de prendre la tête d'un gouvernement provisoire.

Dans *L'Humanité* du 28, le bureau politique du P.C.F. publie un communiqué :

« Une manœuvre de grande envergure se développe dans le dos des travailleurs... Nous ne cautionnerons aucune manœuvre... qui tiendrait la classe ouvrière et son parti à l'écart de la direction du pays... frayant la voie à un régime dominé par l'anticommunisme et inféodé à la politique américaine. »

Communiqué surprenant. Pendant toutes ces dernières années, ce sont les « gauchistes » qui voyaient dans la F.G.D.S. le danger d'inféodation à la politique américaine. Et ils la dénonçaient d'autant plus qu'en l'absence de grands mouvements populaires, dans le simple cadre d'une victoire électorale, un gouvernement Mitterrand n'aurait pas eu grand mal à évincer d'éventuels ministres P.C.F. et à se rapprocher des U.S.A.

Pendant toute cette période, la direction P.C.F. a fait silence sur l'américanisme latent de « l'alliée » F.G.D.S. Même au début de mai, elle n'a pas relevé le propos de Deferre affirmant qu'il ne serait jamais question de donner un ministère-clé au P.C.F.

Le danger d'anticommunisme, d'américanisme, serait-il plus grand à l'heure où se déroule la plus grande grève de France ? Mendès-France représenterait-il un danger anticommuniste plus grand que de Gaulle ? Quelqu'un a-t-il dit ces derniers jours que le P.C.F. n'aurait aucune place dans le gouvernement de demain ?

Notons que la direction P.C.F. ne critique pas Mitterrand, et réserve tous ses traits pour Mendès-France.

Notons que cette direction va organiser une puissante manifestation pour affirmer sa force... mais que cette manifestation sera la dernière. Après le discours de de Gaulle : silence !

N'est-elle pas étrange, cette direction P.C.F. qui hurle contre un éventuel petit anticommuniste et qui s'incline devant le grand anticommuniste présent ?

En fait, la direction du P.C.F. craint plus que tout n'importe quelle formule gouvernementale qui surgirait dans un climat de luttes ouvrières et étudiantes. Elle préfère le flic « républicain » au jeune « gauchiste ». Elle préfère perdre dans l'ordre que de gagner dans le désordre.

Mais elle doit jouer un jeu subtil tenant compte de sa base.

Le militant reproche (à tort d'ailleurs) aux « gauchistes » d'avoir accueilli Mendès-France à Charléty. Mais la direction P.C.F. reproche, elle, à Mendès-France d'avoir été chez les « gauchistes ».

Le militant P.C.F. reproche au P.S.U. d'avoir Mendès-France dans ses rangs. La direction P.C.F. reproche à Mendès-France d'être dans ce « gauchiste » P.S.U.

Ce sera très clair lorsque Fajon répondra aux questions d'auditeurs d'Europe n° 1 (*L'Humanité* du 12-6) :

« Je ne dis pas que nous considérons Mendès-France comme un homme de droite. »

Et plus loin :

« Le P.S.U. qui se présente comme une formation de gauche. » (Page 3.)

Sur tous les plans, l'ennemi n'est donc ni de Gaulle, ni la police bourgeoise, ni les politiciens sociaux-démocrates, l'ennemi, c'est le révolutionnaire.

Il est significatif que les ouvriers de chez Citroën aient représenté le directeur Bercot pendu en effigie, mais que l'appareil syndical ait dénoncé nommément, à ce même directeur, un militant révolutionnaire, en disant que ce militant *« et quelques autres de sa bande, n'ont plus leur place, non seulement dans la C.G.T., mais dans* l'usine même ».

Donc, tout, y compris de Gaulle, plutôt qu'une solution qui risquerait de déboucher sur un socialisme abhorré par les bureaucrates.

● MERCREDI 29 MAI

Dans une déclaration à l'A.F.P., W. Rochet :

« Constatant que le régime gaulliste chancelle devant la montée irrésistible des forces vives de la Nation, les travailleurs reprennent avec une détermination croissante le mot d'ordre lancé par notre Parti, de la constitution d'un gouvernement populaire et d'union démocratique. Voilà le grand fait de ces derniers jours. »

Et, pour montrer la force du Parti face à Mendès et Cie, il faut un léger raidissement, un ton qui différera d'un degré de celui de Séguy :

« En ces jours de bataille gigantesque, rien n'est plus important que d'assurer le plus grand succès des revendications, il commande tout le reste.

» Unis et fermes dans l'action, en avant pour une victoire retentissante. »

Krasucki, *Vie Ouvrière* du 29-5.

On renonce pour un jour aux micro-manifestations, et on organise un vaste défilé. Même l'U.N.E.F. est invitée, cette U.N.E.F. qui n'a toujours pas *« retrouvé son équilibre »*. En fait, son acceptation n'est pas souhaitée, et la direction de la C.G.T. se gardera bien de retirer ses accusations injurieuses. Calcul habile. L'U.N.E.F. tombe dans le piège et refuse de participer à une manifestation dans laquelle elle aurait pu, aussi bien que le 13 mai, jouer un rôle très important.

« Aujourd'hui, les directions C.F.D.T. et F.O., prétextant que l'U.N.E.F. ne s'y associe pas, n'ont pas appelé à manifester.

» La direction de l'U.N.E.F., tout en ayant raison d'exiger que la direction C.G.T. retire ses accusations d'irresponsabilité et qu'elle accepte la lutte des étudiants, aurait dû comprendre que notre place est aux côtés des travailleurs, quelles que soient les erreurs des directions syndicales qui les appellent à descendre dans la rue. »

(Comité d'action de l'enseignement préparatoire à la recherche en sciences sociales, 29-5.)

C'est une nouvelle circonstance qui démontrera que la « spontanéité » ne permet pas de tout résoudre, et que l'absence d'un fort parti révolutionnaire se fait sentir.

De la Bastille à Saint-Lazare, 500.000 à 800.000 travailleurs et de nombreux étudiants défilent.

Le mot d'ordre P.C.F.-C.G.T. est : « Gouvernement populaire ». On entend aussi : « De Gaulle démission », « De Gaulle à Colombey », « Nationalisez Citroën ».

« La police n'est pas visible. Pourtant, une voiture avec quatre policiers en uniforme veut aborder la place. Fermement et calmement, le service d'ordre lui fait signe de se détourner. La voiture obéit et disparaît. »

L'Humanité du 30 mai.

De Gaulle fait de même. Pendant une courte période, les plus lucides voudront croire qu'il s'est abîmé dans le chagrin.

« Plusieurs députés U.D. V°, en quittant la réunion de leur groupe, font triste mine, ce qui ne les empêche pas de dire en aparté : « On nous a donné la consigne : » gardez le sourire ! ». »

L'Humanité du 30 mai.

Tout en gardant le sourire, ils préparent la mobilisation de leurs fidèles qui frètent des cars dans toute la province.

Ils préparent aussi la mobilisation des authentiques truands et souteneurs dont les affaires périclitent depuis un mois et qui n'ont rien à refuser à la police. Tous ceux-là vont constituer des « comités d'action civique » avec pistolets, mitraillettes et ports darmes.

Ceci s'effectue dans un silence interrompu par la déclaration de Mendès-France :

« Il faut un gouvernement de mouvement orienté vers une société plus juste, plus socialiste...

» ...Je ne refuserai pas les responsabilités qui pourraient m'être confiées par l'ensemble de la gauche. »

Il faut sans doute en déduire que Mendès-France constituera son gouvernement comme il l'entend. Aussi le P.C.F. réplique :

« La classe ouvrière ne se satisfera pas de l'intronisation d'un nouveau sauveur, l'un suivant l'autre », et appuie ses propos par un titre qui sera le dernier dans le genre :

« Grève : nouveau renforcement. »

L'Humanité du 30-5.

Ce qui ressort de plus clair pour le grand public, c'est que la gauche « officielle » n'est même pas d'accord pour se partager la peau d'un ours qui n'est pas encore mort.

De Gaulle revient de sa tournée des popotes. Pompidou lui avait paraît-il conseillé de prendre sa retraite définitive. De Gaulle est parti s'assurer de la fidélité de l'armée. L'Etat-Major considère qu'aucun autre gouvernement ne pourrait stopper le glissement vers « l'aventure ». Mais l'Etat-Major fixe quelques conditions au terrible vieillard qui fit fusiller Bastien Thierry pour un attentat raté. De Gaulle devra gracier la bande de l'O.A.S.

« Je dissous aujourd'hui l'Assemblée nationale...

« Les élections législatives auront lieu dans les délais prévus par la Constitution, à moins qu'on n'entende baillonner le peuple français tout entier en l'empêchant de s'exprimer, en même temps qu'on l'empêche de vivre, par les mêmes moyens qu'on empêche les étudiants d'étudier, les enseignants d'enseigner, les travailleurs de travailler. Ces moyens ce sont l'intimidation, l'intoxication et la tyrannie exercés par des groupes organisés de longue main en conséquence et par un parti qui est une entreprise totalitaire, même s'il a déjà des rivaux à cet égard... »

(à suivre)

(Les débuts de cette rubrique sont parus dans « Lutte Ouvrière » à partir du n° 19.)

LUTTE OUVRIERE

Directeur Publication : Michel Rodinson

ABONNEMENTS :

6 mois ..... 15 F
1 an ..... 25 F

ABONNEMENTS DE SOUTIEN :

6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F

Correspondance :

M. RODINSON - Initiative Socialiste -
54, rue Monsieur-le-Prince - PARIS-6e

Distribué par les N.M.P.P. — C.P.C. - PARIS

Imprimerie : ROTO - TECHNIC OFFSET, Aubervilliers